



SEANCE ORDINAIRE DU 20 DÉCEMBRE 2012

Compte rendu

L'an deux mille douze et le vingt décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, M. H. MARTIN, M. J. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, M. D. GREPINET suppléant de M. P. CHASSING.

Pouvoir(s):

Mme A. BENEZECH à Mme H. QVISTGAARD, M. C. BOUILLE à Mme M. CASTRE, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme C. LABROUSSE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. P. MAUREL à M. J.-M. LUSSERT, Mme N. MIRAOU à M. P. SAUREL, Mme F. PRUNIER à M. M. PASSET, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, Mme R. SOUCHE à M. M. LEVITA, Mme C. TROADEC-ROBERT à M. H. MARTIN.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 53 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DU DIMANCHE 18 ET MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus les projets des procès verbaux du dimanche 18 et mercredi 28 novembre 2012.

Les procès verbaux des séances du dimanche 18 et mercredi 28 novembre 2012 sont adoptés à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2012-216 – 19/11/2012 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2524UH10 d'élaboration des PCET intégrés de l'Agglomération, de la Ville de Montpellier et des Communes membres volontaires

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2524UH10 d'élaboration des Plans Climat de l'Agglomération et des Villes de Montpellier, Baillargues, Lattes et Pérols est passé avec BG Ingénieurs Conseils. L'objectif de cet avenant est de réaliser une nouvelle version des bilans carbone des 5 collectivités au regard des demandes de modifications apportées par la maîtrise d'ouvrage en février 2012, ainsi que d'en extraire une note de synthèse. Le présent avenant

s'élève à 9 393,30 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 192 973,30 € H.T.

N°D2012-479 – 22/11/2012 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la location d'un hangar situé sur le domaine de Viviers à la Société Coopérative à responsabilité limitée Terracoopa

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut une convention d'occupation temporaire avec la Société Coopérative à responsabilité limitée "Terracoopa". La convention porte sur une partie d'un hangar situé au Domaine de Viviers sur la parcelle cadastrée AV 0003, Commune de Jacou. La durée de la location est de 18 mois, pour une redevance de 75 euros.

N°D2012-482 – 07/11/2012 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°3067EA12 de Coordination SPS en vue de la mise en œuvre du dispositif d'injection de peroxyde d'hydrogène dans les eaux usées traitées par la station d'épuration MAERA

Objet : Un marché n°3067EA12 sans formalités préalables, à prix global et forfaitaire, est passé avec la société ELYFEC SPS, sise à VAULX MILIEU. Ce marché concerne la mission de coordination SPS lors de la phase étude et la phase réalisation du dispositif d'injection de peroxyde d'hydrogène dans les eaux usées traitées par la station d'épuration Maera (chantier de niveau II). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 2 176 € H.T.

N°D2012-492 – 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Un nuage en pantalon

Objet : La décision n°D2012-163 du 27 juillet 2012 relative à l'achat du spectacle « Un nuage en pantalon » est abrogé. La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Un nuage en pantalon » joué le 6 juillet 2012 au Festival des Arts des Vignes de Sussargues. Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'Association PIB, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 900 € T.T.C.

N°D2012-520 -04/12/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3064GD12 portant sur l'élaboration d'un support pédagogique pour la sensibilisation des élèves de l'enseignement primaire à la prévention et la gestion des déchets et sur la réalisation des interventions scolaires

Objet : Un marché n°3064GD12 de prestations de service est passé avec l'association APIEU Territoires de Montpellier, sise à Montpellier. Ce marché concerne l'élaboration d'un support pédagogique relatif à la prévention et au tri des déchets (lot 1) et la réalisation des interventions en milieu scolaire sur la base de ce support (lot 2). Le marché prend effet à compter de sa notification. Il se terminera le 31 décembre 2013 pour le lot 1 et le 30 juin 2013 pour le lot 2, et est reconductible deux fois maximum pour une durée d'1 an sur le lot 2. Le montant du marché s'élève à 11 700,00 € net de TVA pour le lot 1 et pour la durée totale du marché et à 40 000,00 € net de TVA pour le lot 2.

N°D2012-524 - 22/11/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la cession des véhicules (BOM) immatriculés 148JV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34

Objet : L'article 1^{er} de la décision n°D2012-376 est abrogé. Les véhicules immatriculés 148JV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sont cédés à la société LANGUEDOC MATERIELS domiciliée 149 avenue du Golf GREEN PARK Bâtiment B -1^{er} étage, 34670 BAILLARGUES. La cession des véhicules est effectuée pour un montant de 19 100 € H.T.

N°D2012-526 - 30/11/12 - Direction des Sports

Décision relative à un marché de mise à disposition de la grande loge centrale pour l'ensemble des événements se déroulant à l'ARENA

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société ENJOY Montpellier. Ce marché concerne la mise à disposition de la grande loge centrale de la Park & Suites Arena pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013. Le marché prend effet à compter du 1er juillet 2012. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 90 000 € H.T.

N°D2012-530 – 22/11/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2482GD10 de transport et d'élimination des déchets toxiques des ménages

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2482GD10 est passé en vue du transfert à la société TRIADIS sise ZI sud ESSOR 49 avenue des GRENOTS 91150 ETAMPES des prestations exercées jusqu'alors par la société COVED. Le montant des prestations reste inchangé.

N°D2012-535 – 20/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au contrat pour l'action de formation CAP Investisseurs 2013

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Investisseurs avec la société ABSO CONSEIL, Immeuble Olympie ZAC Eureka, 91 rue du Thor – 34000 Montpellier et avec son sous-traitant Noria INNOV – 71 rue Buffon – 75005 PARIS. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2013, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois. Le montant total de la prestation s'élève à 23 887 € T.T.C.

N°D2012-550 – 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au contrat de cession d'un film pour la projection unique du film INTO ETERNITY à la médiathèque Fellini

Objet : Un contrat de cession est conclu auprès de Chrysalis Films concernant la projection d' "INTO ETERNITY : A FILM FOR THE FUTURE " le 15 novembre 2012 à la médiathèque Fellini pour un coût de 150 euros. Cette projection est unique et non commerciale.

N°D2012-555 – 27/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Le Rubiscube dans la ZAC Marcel Dassault

Objet : La candidature de la société Le Rubiscube est agréée en vue de l'acquisition du lot 28 de 2 573 m² dans la ZAC Marcel Dassault pour y construire un immeuble de bureaux et d'entrepôts / stockage de 794 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 500 m². L'utilisateur final sera la SARL B MATHIEU SERVICES (société de nettoyage), qui projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N°D2012-556 - 26/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société WINDEO FRANCE

Objet : Un contrat de location est conclu avec la société WINDEO FRANCE pour une période inférieure à 24 mois à compter du 1^{er} novembre 2012 soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} novembre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société WINDEO FRANCE pour la surface de 77 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 983,29 €.

N°D2012-557 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à un marché n°3026TV12 d'assistance et de délégation pour instruire et gérer les demandes de Déclaration de Travaux et les demandes de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande est passé avec la société SOGELINK. Ce marché concerne l'assistance et la délégation pour instruire et gérer les Demandes de déclaration de travaux et les demandes d'Intention de Commencement de Travaux sur l'ensemble des voies de la Communauté d'agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2012 et pourra être reconduit 3 fois par période d'un an. Le montant du marché s'élève à 5 000 € H.T. minimum et 20 000 € H.T. maximum annuel.

N°D2012-559 – 23/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ETIK'3D dans le VEAS Parc 2000

Objet : La candidature de la société ETIK'3D est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est l'impression numérique et la conception d'étiquette en relief. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A06 de 108,69 m² pour une période de 24 mois. ETIK'3D emploie actuellement 1 personne et projette d'atteindre un effectif de 4 personnes à 3 ans.

N°D2012-562 – 23/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PIKKO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PIKKO pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} Novembre 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} Novembre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société PIKKO pour la surface de 45,03 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 629,97 euros.

N°D2012-567 – 23/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société OSMOZIS dans les Ateliers Relais de Prades le Lez

Objet : La décision n°D2012-463 est abrogée. La candidature de la société OSMOZIS est agréée en vue de la location dans les ateliers relais de Prades le Lez. Son activité est la conception, la réalisation et la commercialisation de tous biens et services dans le domaine des télécommunications systèmes et services d'accès haut débit. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots 4-5-9 et de 450 m² pour une période de 24 mois. L'entreprise projette un effectif de 58 salariés à 3 ans.

N°D2012-569 - 20/11/12 - Direction du Protocole

Décision relative à un marché n°3103SP12 d'acquisition et maintenance d'une machine de mise sous pli

Objet : Un marché à bon de commande est passé avec Pitney Bowes domicilié à La Plaine saint Denis. Ce marché concerne l'acquisition et la maintenance d'une machine de mise sous pli pour la Communauté d'agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée d'1 an à compter de sa notification. Il pourra être reconduit par période successive d'1 an, pour une durée maximale du marché de 4 ans (soit 3 périodes de reconduction). Le montant du marché ne pourra excéder 25 000 € H.T.

N°D2012-571 – 05/12/12 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3155DS12 concernant l'utilisation du droit à l'image

Objet : Un marché n°3155DS12 relatif à l'utilisation du droit à l'image de Monsieur Fabien GALTHIE est passé avec la société GALTHIE COMMUNICATION sise 223 avenue Gaston Doumergue à TOURNEFEUILLE (31170). Ce marché concerne la promotion institutionnelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de ses atouts, de son dynamisme, de ses performances, en tous domaines, à l'exclusion de toute considération politique et de toute promotion vestimentaire. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2013. Le montant du marché s'élève à 200 000 € H.T.

N°D2012-573 - 23/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Les Villages d'Or dans la ZAC Aéroport à Pérols

Objet : La candidature de la société Les Villages d'Or est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Aéroport. Son activité est la promotion immobilière. Elle est candidate à l'acquisition du lot L3 de 2 472m² pour y construire un programme de bureaux, services, commerces et restauration de 11 195 m² de SHON. Cette parcelle a une SHON maximale de 11 200 m². Les utilisateurs finaux seront la société LES VILLAGES D'OR (Promotion immobilière), la société SAGESTIMM (Administration de biens, syndic de copropriété), la société TRANSACCORD (Transaction immobilière, centrale de vente), la société AMAZONIA (Centre de remise en

forme) et un programme de vente à la découpe (Tertiaire, commerces, services et restauration). Ces entreprises projettent un effectif de 320 salariés à 3 ans.

N°D2012-576 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2070DC08 d'Ordonnancement Pilotage et Coordination du Musée de l'Histoire de France en Algérie

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2070DC08 relatif à la mission d'ordonnancement de Pilotage et Coordination, (OPC) des travaux du musée de l'Histoire de la France en Algérie est passé avec la société ORDIPRO, 25 impasse Encierro – Z.A. Les Coustelliers – 34160 - CASTRIES. Cet avenant concerne l'allongement de la durée de la mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination, (OPC), pour une durée de huit mois. La fin du marché est repoussée au 23 juin 2013. Le présent avenant s'élève à 9500 € H.T. Le montant initial du marché était de 64 530,00 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 74 030,00 € H.T.

N°D2012-577 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché à bons de commande n°2726DC11 de travaux de serrurerie sur tous les bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération

Objet : Un avenant n°1 au marché à bons de commande n°2726DC11 de travaux de serrurerie pour les bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est passé avec la société Alain BOUDET - 11 rue des Cinsaults- 34990 JUVIGNAC. Cet avenant concerne l'augmentation de 15 000,00€ H.T. du seuil maximum défini à l'acte d'engagement du marché. Le nouveau seuil maximum du marché est donc porté à 115 000,00 € H.T./ an.

N°D2012-578 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2748DC11 de maintenance multi technique des bâtiments culturels - Lot n° 1 médiathèques

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2748DC11 doit être passé en vue du transfert à la société Cegelec Maintenance Tertiaire Sud Est des prestations exercées jusqu'alors par l'agence Maintenance de la société Cegelec Sud Est.

N°D2012-580 - 28/11/12 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3106EA12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'optimisation du système d'assainissement de MAERA

Objet : Un marché n°3106EA12 de prestations intellectuelles est passé avec EC eau sis au 55 le Morinais 35 580 GUICHEN. Ce marché a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de l'optimisation du système d'assainissement de MAERA. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans. Le montant total maximum des commandes du marché s'élève à 50 000,00 € H.T.

N°D2012-583 - 20/11/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3096MG12 de fourniture de mobilier administratif spécifique

Objet : La Communauté d'Agglomération signe un marché de mobilier administratif spécifique n°3096MG12 comportant 3 lots. Le lot 1 "Fauteuils d'attente" est attribué à la société Espace Tertiaire pour un montant de base de 6481,86 euros H.T. Le lot 2 "Acquisition des chaises de repas et tables rondes" est attribué à la société Buro'style pour un montant de base de 5 782,30 euros H.T. Le lot 3 "Acquisition des tables pliantes" est attribué à la société Espace LR pour un montant de base de 750 euros H.T. La somme globale pour les 3 lots est de 13 014,16 euros H.T.

N°D2012-585 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3092DC12 de réaménagement des locaux du personnel du musée Fabre - Lot n°1 : Aménagements intérieurs

Objet : Un marché n°3092DC12 - Lot n°1 : Aménagements intérieurs, concernant le réaménagement des locaux du personnel du musée Fabre, est conclu avec la société J.C. CUARTERO, pour un montant forfaitaire de 55 032,50 € H.T., correspondant à la solution de base.

La durée de ce marché est de 10 semaines à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°D2012-586 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3092DC12 de réaménagement des locaux du personnel du Musée Fabre - Lot n°2 : Menuiserie extérieure métallique

Objet : Un marché n°3092DC12 - Lot n°2 : Menuiserie extérieure métallique, concernant le réaménagement des locaux du personnel du musée Fabre, est conclu avec la société J.C. CUARTERO, pour un montant forfaitaire de 5 560,00 € H.T. La durée de ce marché est de 10 semaines à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°D2012-590 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3092DC12 de réaménagement des locaux du personnel du Musée Fabre - Lot n° 3 : Génie Climatique - Sanitaires - Ventilation

Objet : Un marché n°3092DC12 - Lot n°3 : Génie Climatique - Sanitaires - Ventilation, concernant le réaménagement des locaux du personnel du musée Fabre, est conclu avec la société AXIMA, pour un montant forfaitaire de 31 292,06 € H.T. La durée de ce marché est de 10 semaines à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°D2012-591 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3092DC12 de réaménagement des locaux du personnel du Musée Fabre - Lot n°4 : Courants Forts - Courants faibles

Objet : Un marché n°3092DC12 - Lot n°4 : Courants Forts - Courants faibles, concernant le réaménagement des locaux du personnel du musée Fabre, est conclu avec la société MULTITEC, pour un montant forfaitaire de 20 076,80 € H.T. La durée de ce marché est de 10 semaines à compter de l'ordre de service prescrivant le

démarrage des travaux.

N°D2012-592 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3092DC12 de réaménagement des locaux du personnel du Musée Fabre - Lot n° 5 : Sécurité incendie

Objet : Un marché n°3092DC12 - Lot n°5 : Sécurité incendie, concernant le réaménagement des locaux du personnel du musée Fabre, est conclu avec la société SIEMENS, pour un montant forfaitaire de 7 872,90 € H.T. La durée de ce marché est de 10 semaines à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°D2012-596 - 23/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESVD dans la ZAC Marcel Dassault

Objet : La candidature de la société ESVD est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas. Elle est candidate à l'acquisition du lot 15 de 4 795 m². Les entreprises projettent un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

N°D2012-600 - 29/11/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3032DC12 de remplacement du système de sécurité incendie de l'Ecolothèque

Objet : Un marché de travaux est passé avec l'entreprise SM SYSTEMES sise à Frontignan (34). Ce marché concerne le remplacement du système de sécurité incendie de l'Ecolothèque. La durée totale des travaux est de 4 mois. Le montant est de 45 855 € H.T., option induse.

N°D2012-601 - 19/11/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles BC n° 3,4 et 8 Commune de Clapiers - Parcelles AV 4, 18, 20, 21, 107 et 594 Commune de Jacou

Objet : Il s'agit de la mise à disposition des parcelles du Domaine de Viviers constituant des terres agricoles sur les communes de Clapiers et Jacou, au profit de la SAFER dans le cadre de la convention cadre de partenariat SAFER -AGGLO signée le 22 octobre 2010.

N°D2012-602 - 28/11/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2918DC12 de transport aller et retour des œuvres de l'exposition Montpellier, terre de faïences

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2918DC12 est passé avec l'entreprise LP ART sise à Montreuil (93). Le présent avenant n° 1 a en conséquence pour objet d'une part l'augmentation de la durée du marché, qui passe de 6 à 9 mois et d'autre part l'évolution du montant forfaitaire du marché qui est augmenté de 3 940 € H.T. correspondant à la plus-value induite par le transport supplémentaire des 20 œuvres exposées jusqu'au 16 décembre 2012.

N°D2012-604 - 22/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Parcelle AN32 route de Mende

Objet : Pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway, la Communauté d'Agglomération acquiert le terrain bâti situé route de Mende à MONTPELLIER, cadastré section AN n°32 d'une superficie totale de 859 m² appartenant à Monsieur CLAMENS Christophe André pour un montant de 367 000 €.

N°D2012-605 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la location du documentaire 1907, la révolte des vignerons de Mille et une Productions

Objet : Un contrat de location pour la projection le 06/11/2012 du documentaire "1907, la révolte des vignerons" pour un coût de 74,90 à la médiathèque Fellini est conclu avec la société 1001 Productions. La projection de "1907, la révolte des vignerons" prendra effet le 06 novembre 2012 à 18 h.

N°D2012-606 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la location du documentaire La vigne et le vin de l'INRA pour une projection unique et non commerciale à la médiathèque Fellini

Objet : Un contrat de location à titre gratuit pour la projection de "La vigne et le vin" est conclu avec INRA. La projection de "La vigne et le vin" prendra effet le 07 novembre 2012 à 18 h, à la médiathèque Fellini.

N°D2012-607 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la location du documentaire La dernière année auprès de Zeugma Films

Objet : Un contrat de location à titre payant pour un montant de 107 euros pour la projection de "La dernière année" est conclu avec Zeugma Films. La projection de "La dernière année" prendra effet le 08 novembre 2012 à 18 h à la médiathèque Fellini.

N°D2012-609 - 19/11/12 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies

Objet : Les contrats suivants sont conclus avec la société BERGER-LEVRAULT sise à Montpellier :

- veille statutaire (assistance fonctionnelle et technique sur les évolutions statutaires de la Fonction Publique Territoriale)

- point services (assistance fonctionnelle et technique téléphonique)

- maintenance informatique.

Ces contrats concernent les progiciels installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions :

- veille statutaire : le progiciel de gestion des ressources humaines

- point services : les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière et gestion du patrimoine

- maintenance informatique : les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion des régies ainsi que la base de données Oracle associée.

Ces contrats prennent effet à compter de leur notification et courent jusqu'au 31 décembre 2012.

Les montants de ces contrats s'élèvent à :

- veille statutaire : 4 217,55 € T.T.C.

- point services : 6 479,16 € T.T.C.

- maintenance informatique : 29 299,61 T.T.C.

N°D2012-611 - 29/11/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3107CO12 de réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition-stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels

Objet : Un marché n°3107CO12 de fournitures courantes et services est passé avec la société ISF Méditerranée. Ce marché concerne la réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition-stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois. Le montant minimum du marché s'élève à 30 000 € H.T. et maximum à 150 000 € HT.

N°D2012-612 - 23/11/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°3140MG12 de fourniture et équipement pour la cuisine du Domaine de la Pompignane

Objet : Un marché n°3140MG12 de fournitures courantes et de service est passé avec la société SALAGER-SERRA. Ce marché concerne le ré-aménagement de la cuisine du Domaine de la Pompignane et équipement de restauration. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an à compter de la date de notification. Le montant du marché s'élève à 44 029,00 € H.T.

N°D2012-614 - 22/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention de réalisation du diagnostic d'archéologie préventive - Tramway ligne 5 - Site du Couvent des Carmes Place Albert 1er

Objet : La Communauté d'Agglomération autorise la signature de la convention entre la TaM et l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le site du Couvent des Carmes, place Albert 1er à Montpellier, nécessaire à la réalisation de la cinquième ligne de tramway. Le paiement de cette prestation se fait par le biais de la redevance d'archéologie préventive recouvrée par les services de l'Etat.

N°D2012-615 - 22/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention de réalisation du diagnostic d'archéologie préventive - Tramway ligne 5 - Site du parking tramway de Lavérune

Objet : La Communauté d'Agglomération autorise la signature de la convention entre la TaM avec l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le site du futur parking tramway de Lavérune, nécessaire à la réalisation de la cinquième ligne de tramway. Le paiement de cette prestation se fait par le biais de la redevance d'archéologie préventive recouvrée par les services de l'Etat.

N°D2012-616 - 22/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention de réalisation du diagnostic d'archéologie préventive - Tramway ligne 5 - Site du parking tramway Gennevex

Objet : La Communauté d'Agglomération autorise la signature de la convention entre la TaM avec l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le site du futur parking tramway Gennevex sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, nécessaire à la réalisation de la cinquième ligne de tramway. Le paiement de cette prestation se fait par le biais de la redevance d'archéologie préventive recouvrée par les services de l'Etat.

N°D2012-618 - 21/11/12 - Direction des Finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut un contrat d'emprunt de 10 Millions d'euros avec la Caisse des Dépôts et Consignations, au taux Euribor 3 mois + une marge de 2,40%, sur une durée de 15 ans, en amortissement trimestriel constant.

N°D2012-619 - 19/11/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux avec l'EARL Saint Léonard, mas Saint Léonard, route de Saint Brès à Castries - Parcelle A 1363 - Commune de Sussargues

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie à l'EARL Saint Léonard, dont le siège est Mas Saint Léonard, Route de Saint-Brès à Castries (34160), représentée par Monsieur Jean-Pierre VITOU. La convention concerne une emprise de 1 300 m² sur la parcelle cadastrée section A n° 1363, sise au lieudit Roque Gironde à Sussargues. La convention est consentie pour une durée de trois mois. La convention est consentie pour un montant de 495 €.

N°D2012-626 - 23/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Le nuage en pantalon joué le 21 septembre 2012 à l'Esat La Bulle Bleue

Objet : La décision n°D2012-219 relative à l'achat du spectacle « Le nuage en pantalon » est abrogé. La Communauté d'agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le nuage en pantalon » joué le 21 septembre 2012 à l'ESAT La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'ESAT La bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 500 € T.T.C.

N°D2012-627 - 19/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt d'une exposition Yves Machatschek à la médiathèque Fellini

Objet : Un contrat de location de photos de l'exposition «Yves Machatschek» est conclu avec M. Yves Machatschek. La location consentie à titre gratuit prendra effet à compter du 06 décembre 2012 jusqu'au 22 décembre 2012 à la médiathèque Fellini, et comprend 7 photos.

N°D2012-628 - 29/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTIC FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société ERBA DIAGNOSTIC FRANCE est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la fabrication et la commercialisation de robots d'analyse et réactifs. Elle est candidate à la location du lot MA de 637 m² pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 21 personnes dans 3 ans.

N°D2012-632 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Chez Agostino

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. Agostino RAVESE, exploitant le commerce CHEZ AGOSTINO au 1, Place A. Laissac à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 4 044 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite de la somme de 923 € déjà versée, le solde s'élève à 3 121 €.

N°D2012-634 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Happy Dog Toilettage

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Mme Corinne GSCHWIND, exploitant le commerce HAPPY DOG TOILETTAGE au 971, Avenue des Prés d'Arènes à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 5 227 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite de la somme de 2 388 € déjà versée, le solde s'élève à 2 839 €.

N°D2012-635 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Brasserie du Dôme

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. PEREZ pour le commerce BRASSERIE DU DOME au 2, Avenue Georges Clémenceau à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 80 237 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite de la somme de 44 763 € déjà versée, le solde s'élève à 35 474 €.

N°D2012-636 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Mafioly

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. MAFIOLY pour le commerce MAFIOLY au 19, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 55 255 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite des sommes de 40 159 € déjà versées, le solde s'élève à 15 096 €.

N°D2012-637 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Les Opticiens Mutualistes

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise l'Etablissement Mutualiste UGOSMUT, représentée par Mme GUISEPPI, exploitant le commerce Les Opticiens Mutualistes au, 1 rue du Cheval Vert à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 8 668 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012.

N°D2012-638 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Pipito Jean's

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL Vêtements PIPITO pour le commerce PIPITO JEAN'S au 7 Boulevard de l'Observatoire à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 78 501 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite de la somme de 65 527 € déjà versée, le solde s'élève à 12 974 €.

N°D2012-639 - 29/11/12 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Salon de coiffure Unik

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BM, pour le commerce SALON DE COIFFURE UNIK au 4, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 862 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite de la somme de 6 711 € déjà versée, le solde s'élève à 5 151 €.

N°D2012-641 - 29/11/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle BM n° 523 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Commune du Crès

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées est consentie par la Commune du Crès au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, concernant une emprise de 133 m² sur la parcelle cadastrée section BM n°523, d'une contenance de 16 696 m², sise rue du Chardonneret au Crès. La présente convention est consentie à titre gratuit.

N°D2012-642 - 29/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ELIDEM dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société ELIDEM est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la collecte, le transport, le négoce, le courtage de déchets, le transport public de marchandise, la location de véhicules industriels avec conducteurs, l'étude et le conseil en matière d'environnement ainsi que le négoce de matériel à usage médical. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A03 de 111.30 m² pour une période de 24 mois. ELIDEM emploie actuellement 4 personnes et projette d'atteindre un effectif de 5 personnes à 3 ans.

N°D2012-644 - 29/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ORIDAO au sein de la

pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ORIDAO pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} décembre 2012, soit jusqu'au 31 mai 2013. A compter du 1^{er} décembre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société ORIDAO pour la surface de 92,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 297,15 € conformément au tarif applicable.

N°D2012-647 - 29/11/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3142MG12 pour l'entretien, le contrôle et la maintenance de la flotte automobile

Objet : Un marché n°3142MG12 d'entretien, contrôle et maintenance de la flotte automobile est passé avec l'EURL Garage du Près d'Arènes, Parc Mure, 65 rue de la Restanque, 34070 MONTPELLIER. Ce marché concerne l'entretien, le contrôle et la maintenance de la flotte automobile de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2013. Sa durée est d'une année. Le montant du marché s'élève à 90 000 € H.T.

N°D2012-649 - 29/11/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3168MG12 d'acquisition et maintenance d'un véhicule neuf de type grande berline - segment H

Objet : Un marché n°3168MG12 d'acquisition et de maintenance pour l'achat d'un véhicule neuf de type grande berline – segment H est passé avec la Concession CITROEN Montpellier Près d'Arènes, 730-838 avenue des Près d'Arènes – CS 30008 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3. Ce marché concerne l'acquisition et la maintenance d'un véhicule neuf de type grande berline – segment H. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 30 994,12 € H.T.

N°D2012-650 - 29/11/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de véhicules vétustes à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

Objet : Les véhicules immatriculés 188ADQ34, 272AEF34 et 379ADE34, à réformer, sont cédés à l'Hôtel des Ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendus aux enchères. Les prix de cessions résulteront de la vente aux enchères.

N°D2012-658 - 29/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°3163DE12 d'élaboration du schéma de développement et d'aménagement touristique et de loisirs - Secteur méridional

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°3163DE12 est passé avec la société Elan Développement. Ce marché concerne l'élaboration du schéma de développement et d'aménagement touristique et de loisirs du secteur méridional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois. Le montant du marché s'élève à 41 650 € H.T.

N°D2012-671 - 05/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'acquisition de la parcelle RV 127- Immeuble MIBI- Commune de Montpellier

Objet : La décision n°2011-618 du 21 novembre 2011 est abrogée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à la SERM la parcelle RV 127 d'une superficie de 4111m², rue Mas de Verchant à Montpellier comprenant un immeuble à usage de bureaux sur sous-sol à usage de parc de stationnement, d'un rez de chaussée et de deux étages, d'installations photovoltaïques en façade et sur le toit, d'un parc de stationnement extérieur de 40 places en ce compris tous immeubles à dépendre, pour un montant définitif de 7 283 104 € H.T. auquel s'ajoute le prix de 61 046 € H.T. pour la vente des meubles et objets mobiliers, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : FINANCES – COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES - MODIFICATION DE LA PREMIÈRE ET DEUXIÈME TRANCHES DE BASES MINIMUM POUR 2012 - APPLICATION DE L'ARTICLE 17 DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2012 RENOMMÉ ARTICLE 46 DE LA LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE 2012 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a été confrontée comme d'autres Communautés d'Agglomération aux conséquences de la suppression de la taxe professionnelle sur les entreprises, en particulier les très petites et moyennes entreprises, les commerçants, artisans et certaines professions libérales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est immédiatement mobilisée et le Conseil Communautaire a approuvé des mesures d'urgence lors de sa séance du 18 novembre 2012, afin de modifier les règles de la cotisation foncière des entreprises.

Le gouvernement a été directement saisi et un amendement au projet de loi de finances a été rapidement déposé. Cet amendement, en cours d'examen au Parlement, permet aux Communes et EPCI qui le souhaitent de prendre en charge, en lieu et place des redevables, tout ou partie de la fraction de la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises due au titre de 2012 correspondant à une augmentation de la base minimum applicable sur leur territoire.

Dans le cadre de cet amendement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite mettre en œuvre un dispositif permettant une prise en charge totale du différentiel de cotisation entre 2012 et 2011 pour chacune des catégories d'entreprises en référence à leur chiffre d'affaires.

Le montant correspondant à la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 10 000 € s'élève à 333 € par entreprise, soit un montant total pour la collectivité estimé à 2,959 M € par les services fiscaux.

Le montant correspondant à la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 10 000 € et inférieur à 100 000 € s'élève à 408 € par entreprise, soit un montant total pour la collectivité estimé à 2,302 M € par les services fiscaux.

Le montant correspondant à la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 100 000 € s'élève à 1860 € par entreprise, soit un montant total pour la collectivité estimé à 12,644 M € par les services fiscaux.

Le versement des douzièmes de fiscalité n'ayant pas été suspendu par les services de l'Etat, la réduction résultant de la prise en charge sera remboursée par la collectivité à l'Etat après régularisation comptable en décision modificative n°3 présentée au Conseil d'Agglomération le 20 décembre 2012.

Les termes de cette délibération pourront être complétés, le cas échéant, après adoption définitive des lois de finances.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les montants de prise en charge définis ci-dessus, soit 333€ pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 000€, 408€ pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 000€ et inférieur à 100 000€, 1860€ pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 000 €, représentant la totalité de la fraction de cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises correspondant à l'augmentation de la base minimum entre 2011 et 2012, conformément à l'amendement n°223 à l'article 17 du projet de loi de finances rectificative pour 2012 renuméroté article 46 de la loi de finances rectificative pour 2012.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

AFFAIRE N°5 : FINANCES – COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES - MODIFICATION DE LA PREMIÈRE ET DEUXIÈME TRANCHES DE BASE MINIMUM POUR 2013 ET MODULATION DE LA BASE MINIMUM - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Face aux conséquences de la suppression de la taxe professionnelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est rapidement mobilisée pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées par les entreprises.

Une première réponse sera apportée avec la prise en charge totale, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de l'augmentation de cotisation foncière des entreprises liée à la modification des règles relatives à la cotisation minimum entre 2011 et 2012. Cette mesure permettra de ramener la cotisation 2012 des entreprises à son niveau de 2011 pour la part intercommunale.

En second lieu, afin de poursuivre cette démarche de soutien au secteur économique, il est proposé de modifier le niveau de base minimum qui sera appliqué à partir de 2013 à chaque catégorie de contribuables, conformément aux articles 1647D et 1639A bis du Code Général des Impôts.

Ainsi, il est proposé de fixer le niveau de base minimum à hauteur de :

- 1 000 € pour les contribuables dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 100 000 €,
- 1 000 € pour les contribuables dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur ou égal à 100 000 €.

Afin de ménager la progressivité de l'application de la cotisation minimum sur les entreprises à faible chiffre d'affaires et de soutenir ainsi les entreprises concernées, il est également proposé de réduire de 10% la base d'imposition pour les contribuables dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le niveau de la 1ère tranche à 1 000 € de base minimum de cotisation foncière des entreprises,
- fixer le niveau de la 2ème tranche à 1 000 € de base minimum de cotisation foncière des entreprises,
- réduire de 10% la base minimum d'imposition pour les contribuables dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égal à 10 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre).

AFFAIRE N°6 : FINANCES – BUDGET 2012 - DÉCISION MODIFICATIVE N°3 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Un amendement déposé au parlement permet aux collectivités qui le souhaitent de prendre en charge tout ou partie de l'augmentation de cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises entre 2011 et 2012. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a choisi de prendre en charge la totalité de cette variation pour la part intercommunale. Compte tenu des délais d'adoption des décisions budgétaires définis par la réglementation

M14, cette prise en charge impactant l'exécution budgétaire de l'exercice 2012 en investissement et en fonctionnement, il convient de procéder avant le 31 décembre aux ajustements de crédits nécessaires. Le montant proposé correspondant aux estimations transmises à ce jour par les services de la DRFIP.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

| SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------|
| Crédits nouveaux | 17 907 000,00 | - 17 907 000,00 | 0,00 |
| dont 933 – Impôts et taxes non affectées | 17 907 000,00 | | 17 907 000,00 |
| dont 939 – Virement à la section d'investissement | | - 17 907 000,00 | -17 907 000,00 |
| Total général | 17 907 000,00 | -17 907 000,00 | 0,00 |

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------|
| Crédits nouveaux | 17 907 000,00 | -17 907 000,00 | 0,00 |
| dont 911 – Dettes et autres opérations | 17 907 000,00 | | 17 907 000,00 |
| dont 919 – Virement de la section de fonctionnement | | -17 907 000,00 | -17 907 000,00 |
| Total général | 17 907 000,00 | -17 907 000,00 | 0,00 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : FINANCES – TAXE D'HABITATION - APPLICATION DE L'ARTICLE 17 DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2012 RENUMÉROTÉ ARTICLE 37 DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2012 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La réforme de la taxe professionnelle a conduit à une réaffectation des ressources entre collectivités locales. A partir de 2011, un nouveau panier fiscal a été affecté aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. La part départementale de taxe d'habitation, en particulier, et les abattements correspondants, ont été transférés aux intercommunalités.

Afin de structurer une politique fiscale intercommunale sur son territoire, le Conseil Communautaire a choisi de fixer des taux d'abattement de taxe d'habitation par délibération du 29 septembre 2011.

Ce dispositif a été complété par une délibération n°10813 du 29 mars 2012 supprimant le mécanisme de correction des abattements institué par la loi de Finances, cette délibération ne s'appliquant qu'à partir de l'année 2013, conformément au Code Général des Impôts.

Toutefois, les perspectives de mise en œuvre pour 2013 de cette dernière délibération, compte tenu de simulations de cotisations effectuées à partir des dernières données du rôle d'imposition 2012, transmises le 14 novembre 2012, conduisent à des distorsions entre contribuables sur notre territoire.

Un amendement à l'article 17 du Projet de loi de Finances Rectificative pour 2012, adopté le 7 décembre 2012, permet aux collectivités qui le souhaitent, de revenir sur leur délibération. Ainsi, en l'absence d'augmentation de taux, seul l'effet de la revalorisation forfaitaire des bases décidée en Loi de Finances pour 2013 sera appliqué..

La disposition permettant de revenir sur la délibération communautaire du 29 mars 2012 est donc de nature à stabiliser pour 2013, le niveau de contribution fiscale intercommunale concernant les foyers, tout particulièrement ceux qui comptent plusieurs personnes à charge.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- appliquer l'article 17 du Projet de Loi de Finances Rectificative 2012 renuméroté article 37 de la Loi de Finances Rectificative 2012 et rapporter la délibération n°10813 du 29 mars 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (5 contre, 19 abstentions).

AFFAIRE N°8 : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CRÉDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DES CRÉDITS

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Ainsi, compte tenu du budget primitif 2012 et de ces décisions modificatives, il convient d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements selon la répartition suivante :

Budget principal :

| CHAPITRE | TOTAL 2012 | 25 % |
|--------------|----------------------|---------------------|
| 900 | 4 591 451 € | 1 147 863 € |
| 901 | 435 660 € | 108 915 € |
| 903 | 24 148 888 € | 6 037 222 € |
| 904 | 13 590 177 € | 3 397 544 € |
| 907 | 7 053 003 € | 1 763 251 € |
| 908 | 148 998 000 € | 37 249 500 € |
| 909 | 31 068 500 € | 7 767 125 € |
| TOTAL | 229 885 679 € | 57 471 420 € |

Budget annexe du Service Funéraire :

| CHAPITRE | TOTAL 2012 | 25 % |
|--------------|--------------------|------------------|
| 20 | 888 325 € | 222 081 € |
| 21 | 1 256 888 € | 314 222 € |
| 23 | 815 351 € | 203 838 € |
| 26 | 1 000 000 € | 250 000 € |
| TOTAL | 3 960 564 € | 990 141 € |

Budget annexe du Service Assainissement :

| CHAPITRE | TOTAL 2012 | 25 % |
|--------------|---------------------|--------------------|
| 20 | 44 255 € | 11 064 € |
| 21 | 2 017 547 € | 504 387 € |
| 23 | 15 163 702 € | 3 790 926 € |
| TOTAL | 17 225 504 € | 4 306 377 € |

Budget annexe du Service Public d'Assainissement non Collectif :

| CHAPITRE | TOTAL 2012 | 25 % |
|--------------|----------------|----------------|
| 21 | 5 620 € | 1 405 € |
| TOTAL | 5 620 € | 1 405 € |

Budget annexe de l'eau brute :

| CHAPITRE | TOTAL 2012 | 25 % |
|--------------|-----------------|----------------|
| 20 | 10 000 € | 2 500 € |
| 23 | 5 500 € | 1 375 € |
| TOTAL | 15 500 € | 3 875 € |

Budget annexe de l'eau potable :

| CHAPITRE | TOTAL 2012 | 25 % |
|--------------|-------------|-------------|
| 10 | 80 390 € | 20 098 € |
| 13 | 652 000 € | 163 000 € |
| 20 | 802 047 € | 200 512 € |
| 21 | 390 400 € | 97 600 € |
| 23 | 3 072 000 € | 768 000 € |
| TOTAL | 4 996 437 € | 1 249 210 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à engager, liquider et mandater les crédits d'investissements énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - BUDGET PRIMITIF 2013 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Toutefois, les subventions ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'à raison d'une décision individuelle d'attribution.

Aussi afin de permettre le fonctionnement des organismes bénéficiaires au début de l'année à venir et dans l'attente du vote du budget primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

- Opéra et orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon : 1 500 000 € ;
- Montpellier Danse : 270 000 € ;
- Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) : 100 000 € ;
- Stand'Art (Victoire 2) : 34 500 € ;
- CASSC : 95 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement, telles que décrites ci-dessus,
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la structure bénéficiaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITÉ, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PÊCHE – CONVENTION-CADRE ENTRE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Economie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la Chasse et la Pêche, rapporte :

Préambule

La Communauté d'Agglomération de Montpellier déploie depuis 2005 son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) qui définit, pour 10 à 20 ans, les grandes orientations d'aménagement du territoire communautaire. Le SCoT fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles. Il organise, dans l'espace et dans le temps, les conditions du développement durable du territoire. Les espaces naturels et agricoles ne sont plus considérés, comme la variable d'ajustement du développement urbain, mais bien au contraire comme l'armature fondatrice d'un véritable projet d'aménagement et de valorisation du territoire de l'agglomération.

Voté en novembre 2011 dans le cadre de son Plan Climat-Energie Territorial, l'Agenda 21 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose un plan d'actions opérationnel en faveur du développement durable à

l'échelle locale, en conciliant, notamment, dynamisme économique, cohésion sociale et qualité environnementale. Il s'articule autour de quatre « éco-projets » prioritaires et ciblés, dont un guide des « agriparks ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé en octobre 2012 sa nouvelle stratégie de développement économique, dans laquelle le territoire se fait le creuset de projets économiques, un espace collaboratif d'expérimentation. La marque territoriale « Montpellier Unlimited » vient en support de cette stratégie.

Dans cet esprit, elle entend, via une gouvernance territoriale concertée et force de propositions, favoriser les synergies et les projets partagés entre acteurs publics du territoire, entreprises, acteurs de la recherche, et centres de formation et d'enseignement supérieur. La Chambre d'agriculture de l'Hérault est un des membres actifs de cette gouvernance territoriale.

La Chambre d'agriculture de l'Hérault est un Établissement Public à caractère administratif, institution aux compétences multiples. Elle est à la fois établissement consulaire et organisme de services en direction des entreprises, des filières et des territoires.

Elle constitue auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui leur sont rattachés l'organe consultatif, représentatif et professionnel des intérêts agricoles.

Dans le cadre de ses missions consulaires, la Chambre d'agriculture de l'Hérault est notamment, conformément au code de l'urbanisme, associée à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant que personne publique associée (PPA). A ce titre, elle participe aux réunions de travail et formule des avis sur les projets.

La Chambre d'agriculture accompagne également par secteur et par filière les agriculteurs du département notamment concernant les filières viticoles et oléicoles. Elle est également sollicitée par les pouvoirs publics dès que l'agriculture est concernée par une décision ou un projet. Par la diversité de sa composition et sa représentativité professionnelle, la Chambre d'agriculture est un lieu de concertation entre les différents organismes agricoles ; elle joue un rôle de médiation et de proposition.

La Chambre d'agriculture, en tant qu'établissement de proximité, regroupe des compétences pluridisciplinaires à la fois techniques (toutes filières de productions) et transversales (gestion de l'espace, économie...). Elle les propose tant au service des agriculteurs et des structures économiques que des collectivités locales. Elle intervient dans les différents domaines de l'accompagnement technique, économique, environnemental des projets individuels et collectifs, en adéquation avec les enjeux des territoires.

Le contexte local

La surface agricole utile des exploitations agricoles de la Communauté d'Agglomération couvre aujourd'hui 10 000 ha, soit 22% de la surface totale du territoire administratif de Montpellier Agglomération. 640 exploitations, dont la moitié est viticole, modèlent le paysage aux portes des espaces urbanisés. Entre 2000 et 2010, dates des recensements agricoles, 40% des exploitations ont disparu et la surface agricole des exploitations a diminué de 20%. L'emploi a chuté de moitié, passant de 1500 salariés permanents en 2000, à 850 en 2010.

Malgré la consommation d'espace des dernières décennies et la diminution du nombre d'exploitants, l'agriculture périurbaine reste très dynamique et génère une économie non négligeable. Elle a la particularité d'être diversifiée dans ses productions (viticulture, maraîchage, arboriculture, élevage, etc.), dans ses modes de commercialisation (notamment les circuits courts) et plus généralement dans ses fonctions (environnementale, paysagère ou d'accueil touristique).

Une stratégie de pérennisation et de soutien à l'agriculture locale

Il semble ainsi urgent et important de (re)trouver un équilibre cohérent et viable à long terme entre les trois enjeux de l'agriculture urbaine et périurbaine, cohérents avec les enjeux du développement durable, du PCET et de l'Agenda 21 :

L'enjeu économique : favoriser le développement d'une agriculture de proximité permettant de créer un avantage compétitif pour les producteurs et de garantir leur juste rémunération ;

L'enjeu environnemental : promouvoir et maintenir la qualité paysagère des espaces agricoles, préserver la biodiversité et la qualité de la nappe phréatique et lutter contre le changement climatique en adaptant les pratiques culturelles et les modes de distribution ;

L'enjeu social : apporter une offre de produits locaux de qualité, accessibles à tous les citoyens et rechercher la cohabitation harmonieuse entre agriculteurs et citadins.

Dans une volonté commune de servir l'intérêt général et de maintenir une agriculture durable contribuant à la qualité du cadre de vie local et de répondre aux demandes croissantes des consommateurs en produits locaux de qualité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre d'agriculture de l'Hérault ont souhaité mettre en œuvre un partenariat sur l'année 2013, afin de construire les bases d'une collaboration durable.

La convention proposée prévoit que la Chambre d'agriculture de l'Hérault aidera la Communauté d'Agglomération de Montpellier à mieux comprendre les problématiques et les enjeux agricoles sur son territoire. La convention se décline autour de trois axes : pérenniser l'agriculture sur le territoire communautaire, faciliter le dialogue entre ville et agriculture (notamment dans les agriparks et franges urbaines), et enfin favoriser le développement de circuits courts de commercialisation des produits locaux.

Un observatoire de l'agriculture sera notamment créé, sur la base d'un cahier des charges élaboré conjointement au cours du premier semestre, visant une meilleure connaissance des espaces et de l'économie agricole locale ; l'identification des principaux atouts et faiblesses du territoire ; la mise en valeur des spécificités locales en termes de filières, savoir-faire, diversifications et potentialités ; l'identification de friches et délaissés susceptibles d'être reconquis par l'agriculture.

Ainsi, dans le cadre de sa stratégie territoriale et afin de réaliser les objectifs mentionnés, la Communauté d'Agglomération de Montpellier verse une subvention de fonctionnement au bénéficiaire s'élevant à 20 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat 2013 ainsi que le versement à la Chambre d'agriculture de l'Hérault d'une subvention d'un montant de 20 000 €
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - CONTRAT DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT ET PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIÉES AVEC IBM FRANCE, LES UNIVERSITÉS MONTPELLIER I, MONTPELLIER II ET L'IDATE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a l'ambition de devenir une des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation ouverte et de l'excellence, de se positionner comme un lieu d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises. Elle souhaite contribuer ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois.

Elle veut concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation, au plan international.

Les « TIC », Technologies de l'Information et de la Communication, permettent de mettre les acteurs en réseau et de mutualiser les informations, afin de les rendre intelligibles et plus facilement exploitables pour les décideurs et les habitants ou usagers, en offrant plus de possibilités d'interactivité au service d'une meilleure adaptation à l'évolution des modes de vie et de la demande.

Les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de cette nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) qui permettra de revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles

Dans ce cadre, la "Cité intelligente" ou EcoCité numérique vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information transversale en temps réel et de simulation numérique afin :

- d'optimiser et rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques ;
- d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, mesurer et contrôler ces services ;
- de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence ;
- de mettre en place une gouvernance adaptée à l'évolution des systèmes intelligents.

Il s'agit ainsi de développer une plateforme numérique à vocation collaborative, de faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, de restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir *in fine* l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

La Cité intelligente répond ainsi aux enjeux stratégiques suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- Pour le citoyen, l'utilisateur, le consommateur, l'habitant, le salarié : des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans différents domaines : l'eau/l'hydraulique, la mobilité et la gestion dynamique des transports, l'énergie, le commerce et le fret, les grands flux, les services aux citoyens...
- Pour l'économie locale : fixer des entreprises par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, favoriser le développement de start up (open innovation) ;
- Pour l'attractivité du territoire : améliorer les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement ;
- Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération : en faire un territoire de référence en matière d'innovations urbaines, de ville intelligente...
- Pour le développement d'une gouvernance collaborative : impliquer les acteurs clés de l'agglomération dans une démarche collectivement maîtrisée : collectivités, laboratoires de recherche, entreprises, exploitants de services, usagers.

Dans ce contexte favorable à l'innovation, le projet Cité intelligente nécessite une phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature.

Le présent contrat de Recherche et Développement va permettre aux partenaires d'apporter leurs compétences dans le but de développer, d'expérimenter et d'acquérir, sur un territoire pertinent, les outils, savoirs et techniques.

Ce contrat de Recherche et Développement (R&D) , d'une durée de trois ans, a vocation à associer la Communauté d'agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier I et Montpellier II, l'IDATE dans le but de développer ces nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les

collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

Les partenaires du Contrat de R&D apportent leurs compétences dans un esprit de complémentarité :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, moteur du projet, met à disposition des partenaires l'infrastructure et les données attenantes, teste les nouveaux services urbains, organise la gouvernance, participe au financement et apporte son expérience ainsi que sa connaissance des attentes et besoins particuliers des utilisateurs potentiels, citoyens et entreprises, ainsi que du tissu économique et environnemental de son territoire.

IBM France, met à disposition la plateforme collaborative d'open innovation, des services, l'hébergement des données au data center de Grabels d'IBM France/ Montpellier et développe de nouveaux logiciels.

Les Universités Montpellier I et II contribuent, par le biais d'expertises et le lancement de programmes de recherche à moyen terme, sur les problèmes identifiés.

Enfin, l'IDATE apporte son expertise dans les champs de l'innovation et des réseaux européens.

Ce contrat de R&D comprend 5 projets majeurs :

- Une plateforme collaborative autour d'un démonstrateur d'applications numériques qui permettra de faciliter la création de nouveaux services urbains par tout type d'acteur, les acteurs traditionnels de la ville et les nouveaux acteurs du numérique ;

- Une plateforme de mobilité multimodale temps réel connectée avec le centre opérationnel multi-risques afin d'inciter les usagers à prendre les transports en commun ou toute solution alternative ;

- Un projet sur l'eau/l'hydraulique : le réseau et ses flux, comprenant le suivi des consommations, la simulation du réseau d'eau, la simulation météo et inondations...

- Un centre opérationnel multi-risques (risque d'inondation, de pollution, etc...) et gestion d'alerte par SMS ;

- Un support NFC multiservices pour le commerce de proximité et les services de la collectivité (ex : Opéra, Médiathèque ...).

Le contrat de R&D – appelé « contrat de consortium » - définit les modalités d'actions des partenaires pour la réalisation du projet EcoCité Cité intelligente, leurs obligations, et les modalités d'échanges entre eux.

Les différents contrats d'application de R&D consécutifs au contrat de consortium mettront en œuvre les 5 projets majeurs précités faisant chacun l'objet de projets de recherche et développement « PRD ».

Ils seront établis sur un socle contractuel commun dénommé Contrat d'application R&D Document master

Le premier Programme de Recherche et Développement intitulé «PRD1-Plateforme –Open Innovation» a pour objectifs suivants:

- la mise en place de la plateforme qui servira « de socle » à l'ensemble du projet

- la conception et la mise en place de modèles informatiques, de flux de données et d'interfaces entre les différents systèmes, spécifiques au projet

- le développement de la plateforme de collaboration mise à disposition par IBM par des applications spécifiques et novatrices dans les domaines des transports, de l'eau et de la gestion des risques

Les Partenaires ont organisé le projet de contrat de R&D en 3 étapes :

1. Le lancement de la plateforme : le développement des connexions, l'alimentation des données, le démarrage des premiers services, la démonstration des premières applications.

2. MIBI « Maison de l'EcoCité » : la création d'un démonstrateur à l'Eco Système et son ouverture au public afin de tester les premiers services, d'impliquer les citoyens, et de mesurer ses impacts sur le territoire de l'agglomération de Montpellier.

3. Cœur de l'EcoCité « Centre Opérationnel » : l'identification d'un lieu permettant d'illustrer les nouveaux services en les regroupant autour d'un même centre et permettre un fonctionnement collaboratif et de le tester (simulation et formation), puis d'explorer les nouvelles possibilités offertes par cet outil.

Le pilotage du Projet est assuré notamment au travers d'un comité de pilotage et de comités spécifiques techniques définis dans l'accord de consortium.

Enfin, la Communauté d'agglomération, comme partenaire du contrat de développement, disposera d'un droit d'utilisation des outils développés.

Il convient donc de définir la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la gouvernance du projet Ecocité/Cité intelligente au sein de 3 instances :

- Le Comité de pilotage incluant les représentants des membres fondateurs : la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera représentée par Michel Aslanian et le Directeur Général des Services ou son représentant.

- Les Comités opérationnels : la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera représentée par le Directeur Général des Services ou son représentant, les directeurs de pôles et directeurs concernés et l'équipe projet Cité intelligente ;

- Les Comités techniques sont les instances de pilotage de chaque PRD

Le présent contrat de consortium passé entre la Communauté d'agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier I et Montpellier II, l'IDATE étant un programme de recherche et développement les parties se sont réunies pour négocier les clauses de ce contrat conformément aux dispositions du Code des marchés publics.

A l'issue de cette première phase de négociation, IBM France entend contribuer au projet par le biais d'un apport d'actifs à hauteur de 2 millions d'euros.

Pour porter le développement de cet outil expérimental, la Communauté d'agglomération investira, sur la durée totale du projet, un montant maximum de 4 millions d'euros à compter de 2013 et mobilisera toutes les sources de financement (CDC, fonds européens, Ville de demain...). Cette somme totale sera répartie entre chacun des 5 Programmes de Recherche et Développement spécifiques tels que définis ci-dessus.

La durée globale prévisionnelle du projet est estimée à 3 ans.

Le contrat de consortium et ses 3 annexes ont été finalisés (annexe 1 «Description du Projet EcoCité/Cité intelligente» ; annexe 2 Annexe budgétaire, annexe 3 Accord de confidentialité). Il en va de même pour le cadre contractuel de l'ensemble des 5 projets de recherche et développement dénommé Contrat d'application R&D Document master ainsi que pour le contrat relatif au premier programme de recherche et développement concernant l'élaboration de la plateforme collaborative «Open Innovation» et ses annexes (annexe 1 au contrat d'application PRD1 Description technique Plateforme «Open Innovation», annexe 2 description financière, annexe 3 : logiciels - description technique et financière).

Le montant des crédits affectés par la Communauté d'Agglomération à ce premier programme s'élève à 1 150 000€ H.T. Sa durée est fixée à 3 ans.

Les 4 autres programmes de recherches et les contrats afférents feront l'objet d'une délibération spécifique de la Communauté d'agglomération de Montpellier au fur et à mesure de leur établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Projet de Recherche et Développement à intervenir avec IBM france, les universités de Montpellier I et Montpellier II et l'IDATE,
- approuver le projet d'accord de Consortium, le projet de Contrat d'application R&D Document master ainsi que le contrat relatif au premier programme de recherche et développement concernant l'élaboration de la plateforme collaborative «Open Innovation» et leurs annexes
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer avec IBM France et les universités Montpellier I et Montpellier II et l'IDATE, les contrats et leurs annexes mentionnés ci-dessus ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EAUX USÉES DE CARNON ET FIGUIÈRES - VAUGUIÈRES-AÉROPORT - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE L'OR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, au titre de son Schéma Directeur d'Assainissement approuvé le 21 décembre 2004, de raccorder au système d'assainissement qui alimente la station d'épuration Maéra les réseaux de collecte des eaux usées de la Commune de Pérols. En effet, ces effluents sont traités par la station d'épuration située sur le territoire de cette commune, comme ceux provenant des secteurs de Mauguio de Carnon et de Figuières/Vauguières/aéroport, puis rejetés dans l'étang du Maire relié à l'étang de l'Or, milieu sensible à protéger.

Début 2007, à l'issue des études de projet du raccordement de Pérols à Maéra, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a proposé au SIVOM de l'étang de l'Or, alors compétent en assainissement sur la commune de Mauguio, compétence transférée depuis à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, de raccorder les réseaux de collecte de Carnon et de Figuières/Vauguières/aéroport en même temps que ceux de Pérols et a décidé de dimensionner et réaliser les ouvrages de transfert en conséquence.

Après plusieurs échanges restés sans suite, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or a fait savoir qu'elle avait élaboré dans l'intervalle son propre Schéma Directeur d'Assainissement et a engagé un projet de construction d'une nouvelle station pour traiter les effluents de Carnon. Un dossier de demande d'autorisation a été déposé à cet effet en avril 2010 auprès de Monsieur le Préfet.

Cette demande, après instruction administrative par les services de l'Etat compétents, a fait l'objet d'un refus, confirmé par arrêté préfectoral en octobre 2011. Cet arrêté a été assorti d'un arrêté de mise en demeure demandant à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or de présenter une solution alternative, compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée, et dont la mise en œuvre doit permettre le respect de l'échéance de mise en conformité avec les exigences de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines au 22 février 2013. L'arrêté préfectoral de mise en demeure précise que la solution alternative envisageable est le raccordement des effluents à MAERA.

Un accord de principe sur cette solution et ses bases financières ont fait l'objet d'un échange de courriers entre les deux collectivités en décembre 2011.

Parallèlement, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse a confirmé l'attribution de ses aides financières à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le projet de raccordement à MAERA des effluents de Pérols, Carnon et Figuières/Vauguières/aéroport, en cohérence avec les décisions de l'Etat, à son taux maximum de 30%, en dérogation avec les règles d'écoconditionnalité de son 9^{ème} programme. Le montant de l'aide accordée s'élève à 2 040 000 € pour un montant d'opération de 6 800 000 € H.T.

Ces décisions ont permis la reprise des discussions avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or en vue de définir les modalités techniques, administratives et financières du raccordement envisagé. Par ailleurs, au vu des échéances réglementaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notifié aux entreprises fin 2011 la reprise des travaux de raccordement à MAERA, dont une partie avait été réalisée par anticipation à l'occasion du chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, comprenant la construction de 5,8 km de canalisations et de 2 postes de

refoulement.

Aujourd'hui, à l'issue de nouvelles négociations portant sur les caractéristiques techniques du raccordement, un projet de convention a pu être finalisé. Une capacité de transport et d'épuration de 15 000 équivalents-habitants en moyenne annuelle et 25 000 équivalents-habitants en pointe estivale est réservée pour Carnon et Figuières/Vauguières/aéroport, cette capacité correspondant à des charges hydrauliques de 350 m³/h pour Carnon et 110 m³/h pour Figuières/Vauguières/aéroport. Conformément aux dispositions convenues avec les services de l'Etat, ces charges hydrauliques seront vérifiées chaque année à partir des résultats des mesures d'autosurveillance qui seront réalisées en continu par chacune des collectivités sur leurs ouvrages respectifs. Leur cohérence avec les débits de référence sur les différents bassins de collecte sera contrôlée.

Concernant les travaux à réaliser, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de la construction des ouvrages de transfert tels qu'elle les a dimensionnés, aujourd'hui en voie d'achèvement. Ceux-ci comprennent les équipements d'autosurveillance conformes aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 2007. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est chargée de réaliser, dans un délai de 12 mois à compter de la mise en service du raccordement, les mêmes équipements d'autosurveillance sur ses ouvrages, ainsi que les équipements de traitement des sulfures présents dans les eaux usées de Carnon avant leur pompage vers les ouvrages de transfert. Elle effectuera par ailleurs la désaffectation et la démolition de l'actuelle station d'épuration de Carnon-Pérois, dont le coût sera remboursé à hauteur de 50% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concernant les dispositions financières, au titre de sa participation aux travaux de construction de la station d'épuration Maéra, son émissaire de rejet en mer et les conduites de transfert des effluents, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or versera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une somme forfaitaire de 4 M € sous forme de 2 acomptes payés en 2013.

La prestation fournie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera facturée aux usagers du service d'assainissement collectif de Carnon et Figuières/Vauguières/aéroport au tarif de 0,47 €/m³ H.T. dont 0,3547 €/m³ H.T. pour l'exploitation de la station Maéra, tarif en valeur de base au 1^{er} janvier 2012 et actualisée annuellement. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or versera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une participation totale et forfaitaire pour traitement des sulfures produits entre Carnon et les ouvrages de transfert vers MAERA à hauteur de 100 000 € H.T.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reversera annuellement à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or la prime pour épuration et autres aides éventuelles au fonctionnement qu'elle percevra au titre de l'épuration des eaux usées de Carnon et Figuières/Vauguières/aéroport.

Le projet de convention précise également les modalités d'indexation du tarif et celles de la facturation aux usagers, le lieu de prise en charge des effluents, les modalités de contrôle des charges polluantes et hydrauliques transférées, les garanties et conditions de prise en charge des eaux usées supplémentaires à l'avenir, ainsi que les transmissions d'informations que s'imposent les deux collectivités pour la bonne gestion du système dans la plus grande transparence.

Cette convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2031.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des eaux usées de Carnon et Figuières/Vauguières/aéroport,
- dire que les recettes sont prévues au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 13 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : EAU ET ASSAINISSEMENT – FOURNITURE D'EAU POTABLE POUR L'ALIMENTATION DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DES COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE L'OR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2009-1-1532 du 22 juin 2009. Initialement exercée en direct sur neuf Communes (Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone), cette compétence s'est étendue le 1^{er} janvier 2011 à la Commune de Pérois suite à la dissolution du SIVOM de l'Étang de l'Or et à la création de la Communauté de Communes du Pays de l'Or devenue Communauté d'Agglomération depuis.

Les habitants des Communes de Lattes et Pérois sont alimentés par de l'eau en provenance de l'usine de Vauguières située sur la Commune de Mauguio et appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or. Cette usine assure la potabilisation de l'eau du Bas Rhône Languedoc et dessert la majorité du territoire du Pays de l'Or.

Du fait du transfert de la compétence eau potable sur la Commune de Pérois, il convient de régler contractuellement la fourniture d'eau potable pour cette Commune depuis les installations du Pays de l'Or. Par ailleurs, la fourniture de l'eau potable était assurée jusque-là pour la Commune de Lattes dans le cadre d'une

convention établie avec le SIVOM de l'Etang de l'Or qui arrive à échéance le 31 décembre 2012.

Il est ainsi proposé d'établir une nouvelle convention d'achat d'eau potable à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or réglant les modalités techniques et financières de cette fourniture pour le service public de distribution d'eau potable des Communes de Lattes et Pérols et de mettre fin par anticipation à la convention existante pour la Commune de Lattes.

La convention stipule, qu'à compter de l'exercice 2012, la Communauté d'Agglomération achète un volume annuel minimum de 2 250 000 m³ au prix de 0,52 € H.T. le m³, tarif qui sera révisé annuellement.

Il n'est pas fixé de volumes maximum étant précisé par la convention que la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or fournira les volumes et débits demandés dans la limite actuelle de capacité de ses ouvrages.

Il est convenu également de partager de manière équitable les quantités d'eau disponibles en cas notamment d'incidents de production ou de restrictions d'usage de la ressource pour des raisons de pollution ou de sécheresse.

L'eau sera fournie par l'intermédiaire de treize points de livraison équipés de compteurs et pour la majorité d'entre eux d'un dispositif de télégestion permettant le partage des données en temps réel.

La convention, d'une durée de douze ans, prendra fin le 31 décembre 2023.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable actuellement en cours d'élaboration pour l'horizon 2030 étudie le champ des possibles pour satisfaire la desserte des deux Communes dans les meilleures conditions techniques et économiques au delà de l'échéance de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la convention actuelle avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or réglant les modalités de fourniture d'eau potable pour la Commune de Lattes,
- approuver la convention de fourniture d'eau potable avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour l'alimentation du service public de distribution d'eau potable des Communes de Lattes et Pérols,
- dire que les crédits sont prévus au budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – EXTENSION DE LA PREMIÈRE LIGNE DE TRAMWAY À LA GARE TGV - ENGAGEMENT DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-1 à L.300-4 du code de l'Urbanisme.

Le programme d'opération d'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV est le suivant :

L'opération peut être envisagée sur une longueur d'environ 1,3 km depuis Odysseum, sur une plateforme assurant notamment les circulations piétons– cycles, avec la réalisation des ouvrages de franchissement des autoroutes actuelle et future, jusqu'à son terminus sur la dalle de la future gare TGV au-dessus des voies du futur Contournement Nîmes Montpellier.

Elle comporte 2 stations pour assurer la desserte de la gare nouvelle et d'une première phase du futur quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine », à proximité du lycée Pierre Mendès France.

Le tracé pourra être amendé et complété pendant toutes les phases de concertation et d'élaboration du projet, jusqu'à sa mise à l'enquête publique.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est fixée au montant total de 40 millions d'euros H.T. (valeur octobre 2012). Elle intègre l'ensemble des dépenses, à savoir :

- les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre,
- les études complémentaires nécessaires à l'opération,
- les acquisitions foncières,
- les infrastructures (voiries, ouvrages d'art,...),
- les aménagements urbains,
- les voies ferrées,
- les lignes aériennes,
- le matériel roulant,
- les équipements système,
- l'extension de l'atelier-dépôt existant des Hirondelles pour le remisage et la maintenance des rames supplémentaires.

La Commune de Montpellier a été saisie le 15 novembre 2012 afin qu'elle se prononce sur les objectifs de l'opération et les modalités de concertation proposées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant que maître d'ouvrage de l'opération.

Par délibération du 17 décembre 2012, le Conseil Municipal de Montpellier doit se prononcer sur les propositions

d'objectifs de l'opération et de modalités de concertation.

Il est proposé de confirmer les objectifs de l'opération tels que définis par délibération n°11 195 du Conseil de Communauté en date du 30 octobre 2012 et de valider définitivement les modalités de concertation.

1. Les Objectifs de l'opération définis sont les suivants :

Poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération a fixé un objectif prioritaire : diminuer la dépendance automobile. Le PDU a fixé un objectif volontariste d'augmenter de 25% la fréquentation des transports publics en réduisant de 10% la part modale de l'automobile à l'horizon 2020.

Pour ce faire, la priorité est notamment de définir un maillage constitué d'une ou plusieurs lignes structurantes et de définir les zones préférentielles de développement urbain en fonction de leur desserte par le réseau de tramway.

L'extension de la ligne 1 de tramway s'inscrit à terme dans cet objectif de maillage du réseau, améliorant la coordination des différents modes au niveau des nœuds du réseau.

Elle engage une maîtrise importante des trafics automobiles en assurant une desserte directe et cadencée de la future gare TGV, en relation avec la gare Saint Roch.

S'intégrer dans une stratégie urbaine globale

Le territoire montpelliérain doit faire face au défi d'une attractivité et d'une croissance démographique exceptionnelle depuis plusieurs années. Cette pression démographique restera importante et les besoins qui en découlent en matière de services collectifs, d'accompagnement social et d'aménagement du territoire sont donc particulièrement forts.

En terme de développement, le projet du territoire de l'agglomération prévoit de canaliser la ville future en orientant la croissance urbaine vers les zones accessibles en moyen de transports publics.

L'armature de réseau de transports publics de l'agglomération de Montpellier a en effet été conçue comme la colonne vertébrale du développement du territoire pour les dix années à venir.

L'extension de la ligne 1 de tramway dans le nouveau quartier « Oz » sur le territoire de Montpellier, répond à cet objectif.

Assurer des dessertes de qualité des grands équipements, des établissements d'enseignement et des pôles d'emploi

L'extension de la ligne 1 de tramway relie la future gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine » aux secteurs très dynamiques en terme d'emplois, de recherche, d'enseignement et commerciaux actuellement desservis par la ligne 1 entre Odysseum, l'hyper-centre de Montpellier et le secteur Hôpitaux-Facultés. Avec le réseau maillé prévu à 5 lignes de tramway en 2017, 60% de la population et 64% des emplois de l'agglomération desservis par le tramway bénéficieront d'un accès direct à la future gare TGV.

L'extension de la ligne 1 constitue ainsi un des projets structurants de la future gare TGV et du nouveau quartier, avec comme objectif d'offrir des conditions exceptionnelles d'accessibilité et de desserte en transports collectifs. Elle s'accompagne de la réalisation d'une liaison urbaine entre Odysseum et la future gare TGV comprenant l'aménagement d'itinéraires piétonniers et cyclables.

Permettre de relier efficacement les deux gares entre elles :

Nombre de voyageurs seront amenés à emprunter les deux gares, notamment dans leurs transferts entre trains régionaux et trains à grande vitesse. Il convient donc de leur assurer les meilleures conditions pour effectuer ce trajet. L'objectif est de concevoir un service de transport suffisamment rapide, régulier, ponctuel, confortable et sécurisé pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet des voyageurs transitant par les deux gares.

En outre, l'atteinte de cet objectif doit permettre d'assurer le meilleur accès à la gare nouvelle en transport en commun.

S'intégrer au nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine »

Les aménagements de ce nouveau quartier et de la ligne de tramway doivent participer de la même unité et de la même cohérence urbaines, afin notamment que les espaces publics, les cheminements des piétons et des cycles soient traités en harmonie et en continuité les uns par rapport aux autres.

Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway doivent non seulement participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (la gare nouvelle, le lycée, le pôle d'affaires, les premiers logements, les commerces, les parcs...), mais aussi entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'actuelle autoroute A9 en direction d'Odysseum, des quartiers de Port Marianne et, plus loin, du Centre-Ville et des autres quartiers de Montpellier.

2. Modalités de concertation validées suite à l'avis de la Commune de Montpellier sont les suivantes :

Les modalités de concertation qui répondent aux objectifs d'informer le public, de recueillir son avis, de pouvoir autant que possible le prendre en compte et de valider l'intérêt du projet auprès du public, sont les suivantes :

- article(s) d'information dans les journaux d'information des collectivités concernées par l'opération,
- exposition publique avec ouverture d'un registre dans la ville de Montpellier pour que le public fasse part de ses avis et de ses suggestions,
- réunion publique annoncée par voie de presse,
- réunion(s) de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture.

3. Instauration d'un périmètre d'étude

L'instauration d'un périmètre d'étude, conformément aux dispositions de l'article L.111-10 du code de l'Urbanisme, et définie selon la délibération n° 11 195 du 30 octobre 2012, par une bande de 100 mètres axée sur le tracé du tramway envisagé sur la ville de Montpellier est confirmée. Après prise en considération par la ville de

Montpellier, ce périmètre d'études sera reporté, à titre d'information, sur les documents graphiques de son plan local d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer le programme initial d'extension de la ligne 1 à la gare TGV, ainsi que son coût prévisionnel,
- confirmer les objectifs de l'opération,
- approuver les modalités de concertation au vu de l'avis favorable de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012,
- confirmer l'instauration d'un périmètre d'études relatif au projet d'extension de la ligne 1 à la gare TGV défini par une bande de 100 mètres axée sur l'option de tracé envisagée,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - MARCHÉ DE TRANSPORT ALLER ET RETOUR DES OEUVRES DE L'EXPOSITION SIGNAC, LES COULEURS DE L'EAU - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

A l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de l'artiste Paul Signac, le musée Fabre de Montpellier Agglomération organise, en co-production avec le musée des impressionnistes de Giverny, une exposition intitulée : « Signac, les couleurs de l'eau » qui se déroulera du 13 juillet au 27 octobre 2013.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'est associé à ce projet qui s'inscrit avec pertinence dans sa politique d'expositions s'attachant depuis ces dernières années à décliner les grands courants de l'art du XIX^e siècle, incarnés par des figures emblématiques tels que François-Xavier Fabre, Alexandre Cabanel, Gustave Courbet, Alfons Mucha ou Odilon Redon. Les deux étapes de l'exposition seront dédiées à la mémoire de Françoise Cachin, petite-fille de Paul Signac, qui a considérablement œuvré tant pour le musée des impressionnistes de Giverny que pour le musée Fabre. L'exposition qui sera organisée à Montpellier comptera cent vingt œuvres et documents environ : peintures, dessins, aquarelles, photographies, correspondances...

Pour cela, le musée Fabre de Montpellier Agglomération va emprunter des œuvres provenant des Etats-Unis, de Russie, de Finlande, de Grande-Bretagne, de Suisse, d'Allemagne, de République Tchèque, du Japon et de France. Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres européen concernant l'emballage, le transport aller et retour, et l'installation de l'ensemble des œuvres prêtées dans le cadre de l'exposition.

Le marché transport aller / retour sera composé de deux lots ainsi qu'il suit :

| Lot | Désignation | Montant prévisionnel |
|-----|--|----------------------|
| 1 | Transport aller et retour des œuvres provenant de Russie, de Finlande, de Grande-Bretagne, de Suisse, d'Allemagne, de République Tchèque, du Japon et de France. | 280 000 € H.T. |
| 2 | Transport aller et retour des œuvres provenant des Etats-Unis | 70 000 € H.T. |

Le montant estimatif du transport aller et retour est de 350 000 € H.T.

Le marché à intervenir sera conclu du 13 juin 2013 jusqu'au 20 novembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif au marché de transport des œuvres de l'exposition "Signac, les couleurs de l'eau" en 2013,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION LE GOÛT DE DIDEROT AVEC LA FONDATION DE L'HERMITAGE DE LAUSANNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

A l'occasion du tricentenaire de la naissance du philosophe Denis Diderot, la Communauté d'Agglomération de Montpellier rend hommage à l'un des plus grands philosophes français à travers une programmation spécifique au sein de ses équipements culturels.

Ainsi, après le spectacle 'Diderot Bagarre', programmé par le Centre Dramatique National des Treize Vents au mois de novembre de cette année, le musée Fabre et la médiathèque centrale Emile Zola organisent chacun, fin 2013, une exposition consacrée à Diderot : 'Diderot, l'encyclopédie et le siècle des lumières' sera l'occasion de présenter des ouvrages de Diderot et des grands écrivains du siècle des lumières issus de la collection du réseau des médiathèques, et « Le goût de Diderot » exposera une sélection de peintures (Boucher, Chardin, Vien, Greuze, Vernet, ...) et de sculptures (Pigalle, Houdon, ...) au musée Fabre.

Co organisée avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne, l'exposition 'Le goût de Diderot' sera présentée successivement du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014 au musée Fabre, puis du 7 février au 1^{er} juin 2014 à Lausanne. A travers une sélection de peintures et de sculptures, cette nouvelle exposition souhaite faire comprendre ce qu'étaient le goût et l'œil de Diderot, en suivant ce que lui-même nous en dit dans ses célèbres critiques du Salon écrites à partir de 1759. Il s'agit aussi de montrer quelle était la culture visuelle du philosophe avant la grande aventure des Salons et quel fut l'impact de ses textes sur le monde de l'art.

L'exposition devrait rendre compte de cette culture et de son évolution à travers quelques œuvres représentatives mises en rapport avec les textes.

Les termes du partenariat à venir doivent être formalisés au travers d'une convention de coorganisation ayant pour but de définir les obligations et engagements respectifs des parties dans la mise en œuvre d'un certain nombre d'éléments communs à l'événement, et particulièrement pour les missions telles que le transport et la conservation des œuvres, comme pour l'édition du catalogue.

Cette convention dispose ainsi que la liste d'œuvres communes est élaborée en collaboration entre les deux institutions, qui restent chacune libre d'ajouter toute œuvre pour sa seule étape, celle-ci restant de la seule responsabilité et aux frais exclusifs de ladite étape. Le musée Fabre gère les demandes de prêt au nom des deux musées. Pour les œuvres communes, les conditions de prêt spécifiques ou frais supplémentaires (restauration, échanges de prêt...) sont examinées de concert. Les parties s'engagent à respecter à chaque étape les normes internationales en vigueur en ce qui concerne la sécurité, le transport, l'assurance et la conservation des œuvres.

En outre, les deux musées conviennent d'éditer ensemble un catalogue, et s'engagent à mentionner l'autre partenaire dans les outils et opérations de communication.

Enfin les parties collaborent pour réduire autant que possible, dans le respect des conditions d'usage de prêt, les frais liés à la gestion administrative, au transport et au convoiement des œuvres. Ainsi, chaque organisation gère séparément et prend en charge à ses frais exclusifs le déballage et remballage des œuvres, l'accueil des convoyeurs, l'installation, la muséographie, les dispositifs de présentation et de médiation, le personnel, la communication et les frais de représentation sur son étape.

Les frais dits 'partagés', définis comme étant les frais de construction de caisse, de conservation, d'encadrement, de transport y compris des convoyeurs, de prêts réciproques, de droits d'auteurs et de suivi éditorial pour le catalogue, seront avancés par chacun des partenaires aux différents stades de l'itinérance. Ils sont évalués à ce stade à 320 000 € T.T.C. pour chacun des partenaires. A l'issue de l'exposition, ces frais communs seront confrontés et donneront lieu à une refacturation pour aboutir à une répartition équitable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coorganisation de l'exposition 'le goût de Diderot' avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - SPECTACLE EARTH, MOON AND SUN - CONTRAT DE LICENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le planétarium Galilée assure le renouvellement régulier des spectacles de planétarium qui sont proposés pour les séances publiques. En 2013 le spectacle « Les légendes du ciel maya » sera proposé pour les vacances d'hiver.

Les droits d'exploitation du spectacle « L'aveugle aux yeux d'étoiles » prenant fin en juin 2013, il est nécessaire de compléter la programmation et l'offre pour le jeune public. Il est ainsi envisagé l'achat des droits de diffusion d'un autre spectacle qui s'adresserait au jeune public pour la tranche 8-12 ans tout en constituant un support pédagogique pour les séances scolaires.

Pour ce faire, il est proposé de retenir un spectacle dénommé en anglais « Earth, Moon and Sun », dont le titre français serait « Terre, Lune, Soleil ! » que la société Sky-Skan, Inc propose pour un montant de 6 750 euros hors taxes, et pour une durée de cinquante ans.

Ce spectacle fait la lumière sur les relations étroites entre ces trois astres de façon pédagogique et avec humour. Il serait accompagné, pour les projections publiques, d'une seconde partie animée en direct par un médiateur du

planétarium avec un support audiovisuel original.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de licence du film "Earth, Moon and Sun";
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat de licence ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : EAU ET ASSAINISSEMENT – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - TRAVAUX DE DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT- CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE SYNDICAT DU BAS-LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°10832, en date du 17 avril 2012, le Conseil Communautaire a autorisé la signature d'une convention de groupement de commandes avec le Syndicat d'eau potable du Bas Languedoc pour la réalisation des dévoiements des réseaux d'eau potable et d'eaux usées rendus nécessaires par le déplacement de l'Autoroute A9 sous maîtrise d'ouvrage des Autoroutes du Sud de la France, au droit de Saint-Jean-de-Védas. Cette convention fixait le montant des travaux à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 131 560 € T.T.C.

Le projet envisagé consistait à réutiliser des fourreaux existants situés sous l'autoroute actuelle, puis à les prolonger sous l'emprise des nouveaux ouvrages autoroutiers, afin d'y poser les nouvelles canalisations. Suite aux études de maîtrise d'œuvre, il convient aujourd'hui de faire évoluer cette solution technique, reconnue inadaptée, et d'envisager la reconstruction en totalité les fourreaux sous l'autoroute actuelle et future, par forage dirigé. Pour les eaux usées, le fourreau de 500 mm de diamètre accueillera 165 mètres linéaires de canalisation de refoulement de diamètre 160 mm.

Cette modification technique génère une augmentation des coûts de travaux. Pour la part relative à l'assainissement, l'estimation de la dépense s'élève à 205 000 € H.T., soit 245 180 € T.T.C.

Le montant de l'opération de dévoiement de réseaux d'eaux usées financée par le budget annexe de l'assainissement, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux, est évalué à 270 000 € T.T.C.

Compte tenu de ces évolutions substantielles, il est proposé d'établir une nouvelle convention de groupement de commandes avec le Syndicat du Bas Languedoc en substitution de celle envisagée initialement. Elle précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement et désigne en tant que coordonnateur le Syndicat du Bas-Languedoc comme précédemment. Il sera à ce titre chargé de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandaté pour signer et exécuter le marché de travaux.

Il est à noter que l'intégralité des travaux sera remboursée par ASF à l'issue de leur réalisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10832 en date du 17 avril 2012,
- approuver le nouveau projet de convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat du Bas-Languedoc pour le dévoiement des réseaux d'assainissement, dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9, ainsi que l'enveloppe financière correspondante,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, compte 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : EAU ET ASSAINISSEMENT – GESTION DÉLÉGUÉE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SAINT-BRÈS ET SUSSARGUES - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Elle intervient selon le principe de la représentation-substitution sur 21 des 31 Communes et en propre sur les 10 autres (Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades le Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone).

La gestion du service public d'eau potable sur le territoire des Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues a été confiée à la société SAUR par contrat entré en vigueur le 1^{er} juin 2011 pour une durée de 3 ans et 7 mois.

Pour assurer une meilleure maîtrise des consommations et mieux gérer les ressources en eau, il a été demandé à la SAUR de porter la fréquence de relevé des compteurs d'eau de 1 à 2 par an.

En application des clauses de révision définies par le contrat, la Collectivité et le fermier ont procédé à l'analyse

des conditions techniques et économiques de la prise en charge de cette prestation supplémentaire et de leur incidence sur la rémunération du fermier.

Après négociation, il est proposé d'augmenter la part variable de la rémunération du fermier de 0,0292 € / m³ pour le porter ainsi à 0,4342 € m³ H.T. La part fixe perçue par le délégataire restant inchangée, sa rémunération globale sur la durée du contrat augmenterait de 3%.

Le montant du prélèvement effectué sur la rémunération du fermier pour alimenter le fond de performance contractuel, dont le reversement à l'exploitant est conditionné à l'atteinte des objectifs fixés, est ajouté en conséquence.

Le nouveau tarif est défini en valeur de la base avril 2011. Il sera actualisé annuellement en application de la formule contractuelle qui tient compte de la structure effective des coûts du fermier.

Ce nouveau tarif sera applicable dès la facturation du premier semestre 2013. Il est dans effet sur le prix total du mètre cube d'eau facturé à l'usager qui est fixé par délibération du Conseil Communautaire.

Enfin, le règlement du service sera modifié pour intégrer les nouvelles modalités de relevé et de facturation associée.

Un avenant n°1 au contrat de délégation du service de l'eau potable sur des Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues a été rédigé pour tenir compte de ces évolutions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au contrat de délégation du service d'eau potable sur le périmètre des Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues,
- dire que les crédits sont prévus au budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le-dit avenant au contrat d'affermage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : EAU ET ASSAINISSEMENT – AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE DE SAUSSAN À PIGNAN - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE PIGNAN ET LE SYNDICAT DU BAS-LANGUEDOC - APPROBATION DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Pignan a décidé d'engager des travaux de construction de réseaux d'eaux pluviales route de Saussan, rue Jeanne d'Arc, avenue Général Grollier, rue de l'Eglise, rue de la Cité, rue de l'Enclos et avenue de la Gare. Elle a également prévu le recalibrage des voies et les réfections de chaussées.

Pour permettre la réalisation de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Syndicat du Bas Languedoc doivent déplacer et réhabiliter respectivement les réseaux d'assainissement des eaux usées et d'eau potable. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des projets, les travaux routiers et de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces projets, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Pignan, le Syndicat du Bas Languedoc et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes en raison du caractère connexe des ouvrages, dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive d'un groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Commune de Pignan sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux et prestations annexes mis à la charge de chaque membre du groupement.

Le montant total de l'opération envisagée, réalisée sur la période allant de 2013 à 2016, s'élève à 3 070 000 € H.T., soit 3 671 720 € T.T.C. Le montant des travaux engagés par la Commune s'élève à 2 270 000 € H.T., soit 2 714 920 € T.T.C. Pour la part relative à l'assainissement des eaux usées, l'estimation de cette dépense s'élève à 270 000 € H.T., soit 322 920 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Commune de Pignan dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre, dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. Pour sa part, la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera une maîtrise d'œuvre dite particulière, portant sur la direction de travaux de fourniture et pose des ouvrages d'assainissement des eaux usées.

Le montant global de cette opération financée par le budget annexe de l'assainissement, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux, est évalué à 280 000 € H.T., soit 334 880 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Commune de Pignan et le Syndicat du Bas Languedoc pour la construction et la réhabilitation de réseaux d'eau potable et d'assainissement, route de Saussan et rue des aires, ainsi que l'enveloppe financière correspondante,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, compte 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : EAU ET ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des 31 Communes membres. Elle intervient selon le principe de représentation-substitution sur 21 Communes et en propre sur les 10 autres (Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone). Elle est substituée aux Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc. Elle est substituée aux Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues au sein du Syndicat du Salaison. Elle est substituée aux Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnaud le Lez, Montaud, Restinclières, Saint Drézéry et Saint Génès des Mourgues au sein du Syndicat de Garrigues Campagne. Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence sur la production et la distribution.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur le territoire de ses 31 Communes membres.

L'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, dispose qu'il convient de présenter au conseil communautaire au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels reçus du ou des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

Les trois syndicats concernés ont transmis leur rapport annuel pour l'exercice 2011.

Ils permettent de compléter les informations fournies par les rapports annuels établis par les services communautaires de l'eau potable et de l'eau brute, d'une part, et de l'assainissement, d'autre part, rapports approuvés par le conseil communautaire lors de sa séance du 19 juillet 2012.

Dans un souci de transparence vis-à-vis des usagers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a rédigé une note liminaire annexée à la présente délibération, synthétisant les principales informations relatives à l'exercice de la compétence de l'ensemble du cycle de l'eau, distribution d'eau potable et assainissement des eaux usées : ressources exploitées, contrats de gestion, indicateurs réglementaires et prix de l'eau.

Concernant l'eau potable, les prix sont très proches sur l'ensemble du territoire malgré l'existence de plusieurs autorités compétentes. Sur les dix communes où la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence en direct, les prix ont été harmonisés à compter du 1^{er} février 2011. Il subsiste toutefois de légères différences sur le montant T.T.C. du fait des redevances VNF et Préservation des ressources en eau qui varient d'une commune à l'autre. Pour leur part, les tarifs de l'assainissement sont unifiés depuis 2005.

Globalement, il ressort de la note liminaire que, sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la facture moyenne pour une consommation annuelle de 120 m³, comprenant l'eau potable et l'assainissement, passe de 382 € T.T.C. à 396 € T.T.C. au 1^{er} janvier 2012, soit une hausse de 3,7%. Elle est décomposée de la façon suivante :

- part eau = 40,3%
- part assainissement = 45%
- part autres organismes = 14,7%

Le prix moyen du m³ T.T.C. (abonnement inclus) passe ainsi de 3,18 € T.T.C. en 2011 à 3,30 € T.T.C. en 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les rapports annuels 2011 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc, Garrigues Campagne et Salaison,
- approuver la note liminaire annexée à la présente délibération,
- autoriser sa transmission à toutes les Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - TARIFS - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a créé, par délibération n°6828 du 16 décembre 2005, un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur son territoire.

Ce service assure le contrôle des installations neuves et existantes ainsi que l'information auprès des usagers pour la bonne gestion de leurs installations. Un règlement de service, approuvé par délibération n°6829 du 16 décembre 2005, modifié par la délibération n°10334 du 28 juillet 2011, fixe les conditions techniques, administratives et tarifaires de l'exercice du service et de ses relations aux usagers.

Il est géré en régie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme un Service Public à caractère Industriel et Commercial (SPIC) et doit de ce fait respecter le principe d'équilibre de son budget en recettes et en dépenses, conformément aux articles L.2224-1 et L.2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il doit donc assurer son financement par la perception de redevances auprès des usagers, le montant de ces redevances étant fixé de façon à couvrir les charges d'investissement et d'exploitation du service.

Aussi, afin d'équilibrer le budget annexe de l'assainissement non collectif présenté au cours de cette même séance, il est proposé, d'appliquer au 1^{er} janvier 2013 les tarifs de redevance suivants :

| | Tarif |
|--|----------|
| Contrôle diagnostic initial des installations existantes | 64,60 € |
| Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation existante | 154,50 € |
| Contrôle diagnostic dans le cadre d'un acte de vente | 154,50 € |
| Contrôle de conception et d'implantation d'une installation neuve ou réhabilitée | 86,10 € |
| Contrôle de bonne exécution des travaux pour une installation neuve ou réhabilitée | 86,10 € |

Soit une évolution mesurée de 3% par rapport au tarif actuel, adopté en juillet 2011.

La facturation de ces redevances est établie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier une fois le service fait. Ces redevances sont recouvrées en une seule fois par le Trésorier Principal Municipal. A la rémunération du service s'applique la T.V.A. selon la réglementation en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les tarifs des redevances d'assainissement non collectif à compter du 1er janvier 2013 comme détaillé ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE - TARIFS - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Par délibération n°9974 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public d'eau potable sur l'ensemble des Communes du territoire où l'Agglomération exerce la compétence. Il s'agit des Communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone. L'ensemble du service fait aujourd'hui l'objet d'une gestion déléguée.

La structure de tarification retenue est un tarif binôme comprenant une partie fixe, dénommée abonnement et une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau consommé. La partie fixe, en rapport avec les coûts fixes d'exploitation du service, présente une progressivité selon le diamètre des compteurs. Elle est intégralement perçue par les exploitants, leurs contrats prévoyant des grilles tarifaires similaires pour l'ensemble des usagers. La partie proportionnelle comprend deux tranches de consommation, avec un premier niveau tarifaire plus avantageux pour les plus petits consommateurs et dans une logique d'incitation aux économies d'eau.

Le montant de la redevance d'eau potable sur cette partie proportionnelle, fixé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est destiné à couvrir les charges d'investissement et d'exploitation du service communautaire.

Il tient compte :

- de l'ensemble des charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont les frais de personnel et les frais d'achat d'eau à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour les besoins du service sur les Communes de Lattes et Pérols,
- des projets d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment ceux inscrits au Schéma Directeur d'Eau Potable en cours de finalisation,

- de l'ensemble des rémunérations des exploitants fixées par les six contrats de délégation dont est titulaire la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant total des investissements à réaliser pour mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Eau Potable n'est pas précisément connu à ce jour. Cependant, en vue de la poursuite d'un programme de travaux prioritaires à engager, il convient de doter le budget du service d'une capacité d'investissement à hauteur de 3,6 Millions d'€uros pour l'exercice 2013.

Compte tenu de tous ces éléments, il est proposé de fixer le montant total de la redevance eau potable applicable à compter de la 1^{ère} période pleine de consommation facturée en 2013 comme suit :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, telle que définie dans chaque contrat de délégation de service, intégralement perçue par le fermier,

- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :

- * à 1,125 euros hors taxes par mètre cube pour la 1^{ère} tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an,

- * à 1,263 euros hors taxes par mètre cube pour la 2^{ème} tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

Les volumes consommés par tranches sont examinés annuellement. Le démarrage du décompte (remise à zéro des tranches) s'effectue pour l'exercice N à la dernière relève de l'année N-1.

Le montant de la partie proportionnelle à percevoir par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le territoire de chaque Commune, constituant la part Collectivité, est déterminé par différence avec la part fermière contractuelle en vigueur.

L'application de ce tarif unifié à une consommation annuelle de référence de 120 m³, conduit pour un abonné individuel (compteur inférieur à 20 mm) à un prix moyen hors taxes et redevances de l'Agence de l'Eau et de Voies Navigables de France, de 1,286 €/m³, soit une évolution mesurée par rapport au tarif actuel de 2%, égale à l'inflation.

A ces tarifs est appliquée une TVA au taux de 5,5%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les tarifs unifiés de la redevance eau potable applicables à compter de la 1^{ère} période pleine de consommation facturée en 2013, soit une partie variable de 1,125 € par m³ hors taxes pour la première tranche de 120 m³ consommés et 1,263 € par mètre cube hors taxes pour la deuxième tranche,
- dire que le niveau de la part Collectivité de cette redevance à percevoir par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le territoire de chaque Commune sera fixé par différence avec la partie variable des parts fermières contractuelles en vigueur,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - TARIFS - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°6260 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son territoire.

Le mode de tarification retenu a été le tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube consommé.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement du service et notamment à financer les projets d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier arrêtés dans le cadre du Schéma Directeur de l'Assainissement approuvé par délibération n°6222 du 21 décembre 2004 et estimés à trois cent soixante quinze millions d'euros, en valeur décembre 2004, dont six millions d'euros par an de travaux sur les réseaux des communes.

Le montant de la redevance d'assainissement collectif inclut les rémunérations des exploitants définies par les douze contrats d'affermage dont est titulaire la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rémunérations qui sont actualisées, semestriellement dans la plupart des cas.

D'autre part, les crédits d'investissement nécessaires en 2013 pour financer, notamment, la poursuite des opérations structurantes retenues au Schéma Directeur de l'Assainissement s'élèvent à plus de 13,2 millions d'euros.

Il est donc proposé de porter le montant de la redevance d'assainissement collectif applicable à compter de la 1^{ère} période pleine de consommation facturée en 2013 à 1,42 euros hors taxes par mètre cube, soit une évolution mesurée de 2,9% par rapport au tarif actuel, conformément aux préconisations du Schéma Directeur d'Assainissement.

La redevance assainissement est soumise à la TVA au taux de 7%.

Le montant de la part collectivité de la redevance à percevoir par la Communauté d'Agglomération sur le territoire de chaque Commune est déterminé par différence avec les parts fermières contractuelles en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le tarif de la redevance assainissement collectif applicable à compter de la 1ère période pleine de facturation facturée en 2013 à 1,42 € par mètre cube hors taxes
- dire que le niveau de la part collectivité de cette redevance à percevoir par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le territoire de chaque Commune sera fixé par différence avec les parts fermières contractuelles en vigueur,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3136 POUR LE CONFORTEMENT DES DIGUES DU LEZ SUR LE SECTEUR AVAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Les travaux de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez ont fait l'objet d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique en date du 29 mai 2007. Depuis, ces travaux ont été en partie réalisés.

Le 16 juillet 2009, le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé l'arrêté préfectoral déclarant les travaux d'aménagement et de protection contre les inondations de la basse vallée du lez d'utilité publique, pour vice substantiel de procédure au regard de l'absence de concertation préalable au sens de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme.

Pour terminer les phases d'acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des derniers travaux de confortement des digues du Lez et permettre ainsi de finaliser le programme de protection contre les inondations, une nouvelle procédure préalable à la Déclaration d'Utilité Publique a été relancée.

A l'issue de cette procédure, une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique des aménagements a été prononcée par arrêté préfectoral n°2011-I-2607 du 7 décembre 2011. Les dernières acquisitions foncières sont en cours et il convient maintenant d'engager les travaux de confortement des digues du Lez sur le tronçon aval pour achever le programme d'aménagement et garantir ainsi aux populations riveraines le niveau de protection attendu.

Le principe des travaux consiste à mettre à niveau et renforcer la digue rive droite du Lez entre le lotissement les Saladelles et la confluence avec la Mosson et à araser une partie de la digue en rive gauche.

Pour atteindre ces objectifs, les travaux qui concernent un linéaire de digue de près de 1,6 km en rive droite et 0,5 km en rive gauche comprendront principalement :

- l'épaississement conséquent de la digue pour limiter les circulations d'eau vers le talus aval des remblais,
- le réglage des talus avec des pentes adaptées et un compactage soigné des matériaux,
- la protection des risbermes par des enrochements libres ou des travaux de retalutage,
- la mise en œuvre de dispositifs de soutènement au droit des zones à emprise limitée,
- la reprise de matériaux, notamment en provenance des stocks de Saporta constitués lors des tranches de travaux précédentes, pour mise en remblais ou constitution des masques étanches et à l'évacuation de déblais excédentaires,
- la mise en œuvre de géotextiles,
- l'enherbement des talus.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par chaque entreprise, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 4 décembre 2012, a décidé d'attribuer le marché au groupement d'entreprises Razel-Bec / Buesa, mandataire Razel-Bec, domicilié 34 680 Saint Georges d'Orques, pour un montant de 1 910 578,10 € H.T., soit 2 285 051,41€ T.T.C. qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3136EA12 pour le confortement des digues du Lez sur le secteur aval avec le groupement d'entreprises Razel-Bec / Buesa, mandataire Razel-Bec domicilié 34 680 Saint Georges d'Orques, pour un montant de 1 910 578,10 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires à ces travaux sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3136EA12 et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : ENVIRONNEMENT – DEMETER - TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°1704 POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs (CTRS) Demeter construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 18 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 Communes membres (400 000 habitants) et a traité pour l'année 2011, 22 316 tonnes de déchets.

Sa modernisation et son extension étaient donc prévues en 2015-2016 pour renforcer son efficacité et intégrer les évolutions technologiques intervenues au cours des dernières années.

L'exploitation actuelle du Centre de Tri DEMETER est assurée par la société SMTVD, dans le cadre d'un marché de prestation de service d'une durée de 5 ans qui s'achève au 31 décembre 2012.

Un appel d'offres ouvert a donc été lancé le 7 août 2012 conformément aux articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Afin de tenir compte des dates prévisionnelles de rénovation du centre de tri, le cahier des charges du futur marché d'exploitation se décomposait en une tranche ferme de deux ans et demi et 4 tranches conditionnelles de 3 mois.

Les évolutions budgétaires de cette fin d'année nécessitent une révision de la programmation pluriannuelle des investissements. Le pouvoir adjudicateur a donc décidé de déclarer sans suite l'appel d'offres tel que défini ci-dessus, et de relancer dans les meilleurs délais une procédure permettant d'aboutir à la conclusion d'un marché qui, par son phasage et sa durée, offre le plus de souplesse possible et renforce encore les clauses d'optimisation des coûts.

Il convient donc de conclure un avenant n°3 avec le titulaire du marché n°1704, la société SMTVD, pour une durée de 9 mois à compter du 1^{er} janvier 2013, afin d'assurer la continuité du service et de disposer des délais nécessaires à l'établissement d'un nouveau cahier des charges et au lancement d'un nouvel appel d'offres.

Les dispositions relatives à l'exploitation du centre de tri Demeter et les rémunérations des prestations seront strictement identiques à celles du marché initial. Le montant prévisionnel de l'avenant n°3 sur la base des tonnages mensuels prévisionnels des mois de janvier à septembre 2013 s'élève à 2 033 130,79 € H.T., Le montant total du marché est ainsi porté à 14 961 682,53 € H.T., ce qui représente une augmentation de 15,83% du montant du marché initial. Ce projet d'avenant n°3 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres lors de sa séance du 11 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 au marché n°1704 d'exploitation du centre de tri des déchets conclu avec la société SMTVD,
- dire que les crédits nécessaires à l'exploitation du contrat sont et seront inscrits aux budgets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 au marché n°1704 avec la société SMTVD, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : ENVIRONNEMENT – UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - AVENANT N°9 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°7732 du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier avec le groupement NOVERGIE / VINCI Environnement / SOGEA Sud. Conformément aux dispositions de l'article 1.2 de la convention d'exploitation, la société AMETYST s'est substituée au groupement momentané d'entreprises.

Consécutivement aux difficultés rencontrées lors de la mise en service industrielle de l'installation d'une part et au sinistre incendie ayant affecté une partie de l'unité en septembre 2010 d'autre part, 8 avenants successifs ont été conclus. Ces avenants ont eu pour finalité essentielle le règlement des difficultés rencontrées pour l'exécution des phases transitoires 1, 2 et 3 prévues dans le contrat initial.

Les parties ont également convenu, dans le cadre de l'avenant n°8, de fixer conjointement les modalités de réalisation d'un audit de l'installation qui doit permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un premier temps, de disposer d'éléments techniques, financiers et juridiques objectifs permettant de mieux appréhender le mode de fonctionnement de l'unité de méthanisation et, dans un second temps de déterminer les évolutions contractuelles à prévoir.

Les Parties n'ont toutefois pas été en mesure d'arrêter au 1^{er} novembre 2012, tel qu'initialement envisagé, sur le seul fondement des rapports intermédiaires alors disponibles des experts, les modifications susceptibles de devoir être apportées au contrat pour prendre en compte les conditions réelles de l'exploitation. Les Parties conviennent donc de poursuivre l'examen des différentes propositions de modifications du contrat, en s'appuyant sur la remise au 31 mars 2013 au plus tard, des conclusions de l'audit relatives aux conditions de poursuite de l'exploitation de l'installation.

Afin de permettre aux Parties de tirer tous les enseignements du rapport final d'audit, et notamment les conditions

effectives dans lesquelles il pourrait être procédé à la poursuite de l'exploitation de l'installation, celles-ci conviennent du maintien à compter du 1er janvier 2013, d'un régime transitoire d'exploitation dans les conditions arrêtées par les avenants antérieurs, à savoir la conduite courante par AMETYST de l'installation sauf en ce qui concerne les points devenus désormais sans objet et ceux expressément modifiés aux termes des présentes, jusqu'au 30 juin 2013 au plus tard

C'est l'objet de l'avenant n°9 dont le montant prévisionnel, résultant du maintien des dispositions de l'avenant 8 au contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation précédemment arrêtées, s'élève à 1 371 773 € H.T.

La somme des avenants n°1 à 9 représente une augmentation de 17,28% par rapport au compte d'exploitation prévisionnel du contrat initial.

La commission de Délégation du Service Public réunie en séance le 10 décembre 2012, a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité AMETYST pour un montant de 1 371 773 € H.T.;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du contrat sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation conclu avec la société AMETYST ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : PERSONNEL – MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE DU RÉGIME INDEMNITAIRE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle appréciée notamment, lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le versement de cette part en année N concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'au moins un an d'ancienneté, au 30 novembre de l'année N-1.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents depuis plus d'un an de façon consécutive, à la date du 30 novembre de l'année N- 1 pour une attribution en année N.

En outre, cette part sera réduite de moitié en cas d'absence entre six mois et un an, sur la période de référence.

Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité.

Les directions disposeront d'une enveloppe calculée sur un montant mensuel moyen de 20 euros bruts relatif à l'effectif encadré et présent. Les attributions individuelles s'effectueront selon cinq niveaux de montants mensuels : 0 €, 10 €, 20 €, 30 € et 40 €.

Le crédit global prévisionnel sera fixé au titre de chaque année, en fonction des possibilités budgétaires dans le cadre du budget primitif.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu une fois par an à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2013. Son attribution sera révisée chaque année.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Le Comité Technique Paritaire a émis un avis favorable à l'unanimité en sa séance du 11 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire du régime Indemnitaire ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : PERSONNEL – MISE À JOUR DES LOGEMENTS DE FONCTION POUR

NÉCESSITÉ DE SERVICE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance.

Compte tenu des contraintes liées à l'exercice des fonctions afférentes à certains emplois de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une liste des emplois bénéficiant à titre gratuit d'un logement pour nécessité absolue de service a été établie par la délibération n°8702 du 15 janvier 2009.

La liste des emplois bénéficiant à titre gratuit d'un logement de fonction est ainsi mise à jour suite à l'acquisition du Domaine de la Pompignane :

- le concierge du Domaine Bonnier de la Mosson,
- le concierge du Palais des Sports René Bougnol,
- le concierge du Centre Nautique Neptune,
- le concierge de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau,
- le concierge du Conservatoire à Rayonnement Régional affecté au bâtiment de Candolle,
- le concierge de l'Ecolothèque de Saint-Jean-de-Védas,
- le concierge du Musée Henri Prades,
- le concierge du Domaine de la Providence,
- le gardien des locaux de l'Archevêché de Montpellier,
- le concierge du Domaine de la Pompignane.

La liste des emplois dont les contraintes justifient pour leur titulaire l'attribution d'un logement pour utilité de service reste pour sa part inchangée.

Le Comité Technique Paritaire a été saisi pour information dans sa séance en date du 11 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°8702 du 15 janvier 2009 ;
- modifier la liste des emplois de la Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiant d'un logement de fonction comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnés en annexe 1 ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité du Comité Technique Paritaire du 11 décembre 2012.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnés en annexe 2 ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité du Comité Technique Paritaire du 11 décembre 2012.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III Créations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés en annexe 3 ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV Suppressions de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder aux suppressions de postes suivantes après avis favorable à l'unanimité du Comité Technique Paritaire du 11 décembre 2012.

| Réf. poste | Catégorie (A, B ou C) | Cadre d'emplois |
|------------|--------------------------|--|
| 2002-039 | C | Agent de maîtrise |
| 2006-019 | C | Agent de maîtrise |
| SN2005-043 | B | Educateur des activités physiques et sportives |
| HA2004-463 | A | Professeur d'enseignement artistique |
| 2006-075 | C | Adjoint technique |
| 2002-223 | C | Adjoint technique |
| 2004-168 | C | Adjoint administratif |

V Confirmations de postes au tableau des effectifs

a/ Par délibération n°11121 du 8 octobre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Directeur du Conservatoire Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire art dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- nature des fonctions : assurer la coordination pédagogique de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire d'Art Dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du conservatoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de projet Mission d'appui grands projets stratégiques (n° du poste : 2011-063) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Piloter les études et projets portés par la Mission d'appui grands projets stratégiques, contribuer à un accompagnement transversal en matière d'ingénierie de projets auprès de la DDEE, coordonner et piloter la mise en place d'une stratégie touristique, coordonner une équipe de trois personnes (Mission d'appui grands projets stratégiques), sous l'autorité du Directeur adjoint du Développement Economique et de l'Emploi.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle similaire au sein des collectivités locales et établissements assimilés.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la coordination et le pilotage des grands projets stratégiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération n°9221 du 26 novembre 2009 et n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprises innovantes au sein du Business Innovation Center (n° du poste : 2004-024) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : orienter et accompagner les porteurs de projet dans l'environnement institutionnel, scientifique et financier, suivre les entreprises pendant les premières années de leur développement et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un deuxième cycle d'études supérieures universitaires, d'une expérience dans le domaine du marketing et de la gestion de projet.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu des missions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant sur l'accompagnement et le développement des entreprises, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d/ Par délibération n°9221 du 26 novembre 2009, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de responsable du développement international (n° du poste : 2004-006) a été confirmé

au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : proposer une politique et une stratégie de marketing auprès des investisseurs, assurer la coordination et l'animation des organismes prospecteurs et du personnel chargé du montage et du suivi des dossiers, participer à l'élaboration des outils de communication nécessaires à la prospection, recevoir les prospects montpelliérains avec des propositions d'implantations et faciliter leur intégration dans le tissu économique local.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un deuxième cycle d'études supérieures et d'une expérience dans le domaine du marketing et de la gestion de projet.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu des missions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant sur l'accompagnement et l'installation des entreprises, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e/ Par délibération n°9221 du 26 novembre 2009, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de Directeur de l'Exploitation et des Grands Travaux et directeur adjoint de l'Eau et de l'Assainissement (n° de poste : 2009-030) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

- nature des fonctions : assurer la conception et la réalisation des grands travaux, piloter le contrôle des délégataires, des régies et du SPANC, diriger les services Exploitation et Grands Travaux.
- niveau de recrutement : être titulaire d'une expérience professionnelle similaire au sein des collectivités locales et établissements assimilés.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la conception et le pilotage des grands projets stratégiques pour l'eau et l'assainissement, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f/ Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du Business Innovation Center (n° de poste : 2003-198) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : orienter et accompagner les porteurs de projet dans l'environnement institutionnel, scientifique et financier, suivre les entreprises pendant les premières années de leur développement et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une expérience pour le montage des dossiers d'implantations d'entreprises.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu des missions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant sur l'accompagnement et l'installation des entreprises, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, suppressions et confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : PERSONNEL – CONVENTION MISE EN OEUVRE DES EMPLOIS D'AVENIR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La loi n°2012-1189 portant création des emplois d'avenir est parue au Journal officiel le 27 octobre 2012. Les emplois d'avenir ont pour objet de promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans (de moins de

30 ans lorsqu'ils sont handicapés), sans qualification ou peu qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. A la date de la signature de son contrat, le jeune doit se trouver dans l'une des situations suivantes :

- Ne posséder aucun diplôme ;
- Détenir un CAP ou un BEP et totaliser une durée de 6 mois minimum de recherche d'emploi au cours des 12 derniers mois ;
- S'il réside dans une Zone Urbaine Sensible (ZUS), une Zone de Revitalisation Rurale (ZRR), ou un DOM, avoir atteint au plus un niveau Bac +3 et totaliser une durée de 12 mois minimum de recherche d'emploi au cours des 18 derniers mois.

Par ailleurs, l'aide de l'Etat aux collectivités territoriales est fixée à 75% du taux horaire brut au niveau du SMIC pendant une durée comprise entre 12 et 36 mois qui correspond à celle du contrat.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé avec Benoit Hamon, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé de l'Economie sociale et solidaire et de la Consommation une lettre d'engagement pour le recrutement de 10 emplois d'avenir.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à créer ces emplois avec pour ambition d'offrir aux jeunes du territoire, les conditions d'une première expérience professionnelle réussie, inscrite dans une durée suffisante pour permettre un réel développement personnel et professionnel. Ces 10 contrats concerneront les secteurs d'activités entrant dans les domaines de compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et seront ciblés au sein des équipements culturels, sportifs et la Régie directe pour la collecte des ordures ménagères. Les métiers offerts seront les suivants : agent polyvalent, agent de maintenance technique, agent de collecte, ambassadeur du tri sélectif.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met également en place un tutorat personnalisé pour chaque jeune bénéficiaire d'un emploi d'avenir ainsi qu'un accompagnement personnalisé et régulier. Un suivi personnalisé ainsi qu'un bilan relatif au projet professionnel du jeune sera réalisé deux mois avant l'échéance de l'aide à l'insertion professionnelle.

Une attestation de formation ou d'expérience professionnelle sera également délivrée au bénéficiaire permettant de reconnaître les compétences acquises pendant l'emploi d'avenir. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à pérenniser le maximum d'emplois d'avenir et, dans le cas où le maintien des emplois ne serait pas possible, à étudier les perspectives de préparation à un concours ou de partenariat avec des entreprises susceptibles de recruter les jeunes bénéficiaires à l'issue de leur contrat.

Le Comité Technique Paritaire a été saisi pour information dans sa séance en date du 11 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre des emplois d'avenir au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : PERSONNEL – PARTICIPATION DE L'EMPLOYEUR AU RISQUE SANTÉ DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE LABELLISATION - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

L'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 autorise les personnes publiques à contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire de ses agents et indique que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Par délibération du 27 octobre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place à partir du 1^{er} janvier 2010, une participation de l'employeur à hauteur de 15% du montant des cotisations payées sur la part de l'agent. Cette participation a été portée à 20% par délibération en date 28 septembre 2010.

Or la publication du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 conduit les collectivités à revoir leur dispositif de participation à compter du 1^{er} janvier 2013. La présente délibération a pour objet de répondre à cette obligation.

Deux solutions réglementaires ont été étudiées : la convention de participation et la labellisation. En concertation avec les organisations syndicales, la procédure de labellisation a été retenue à l'unanimité en Comité Technique Paritaire du 29 octobre 2012. En effet il a été considéré que cette option permet à un plus grand nombre d'agents, c'est à dire tous ceux disposant d'un contrat labellisé, de bénéficier de la participation de l'employeur.

Aussi il est proposé que la Communauté d'Agglomération poursuive son effort contre les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, également désignés sous le nom de « risque santé », en participant au financement des contrats et règlements labellisés pour ce risque auxquels les agents choisissent de souscrire.

Cette participation bénéficie aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé. Les agents non titulaires devront avoir une ancienneté minimale de 6 mois consécutifs dans la collectivité pour en bénéficier. Seuls les

agents employés et en activité au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourront percevoir cette participation.

Les agents souhaitant bénéficier de cette participation de la Communauté d'Agglomération devront donc se prévaloir d'un contrat labellisé pour le risque santé conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

La participation, sous forme de montant unitaire, sera versée directement aux agents.

Dans un but d'intérêt social, la Communauté d'Agglomération souhaite moduler sa participation en prenant en compte le revenu des agents selon les modalités suivantes :

Participation brute mensuelle de l'employeur

| Revenu net fiscal annuel de l'agent | Inf ou égal à 20 000 € | De 20 001 € à 25 000 € | De 25 001 € à 30 000 € | Supérieur à 30 000 € |
|-------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|
| Participation de la CAM | 16 € / mois | 14 € / mois | 12 € / mois | 10€ / mois |

Ce nouveau dispositif sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 et ce pour une durée de trois ans.

La présente délibération abroge les dispositions issues de la délibération du 27 octobre 2009 modifiée.

Le Comité Technique Paritaire a rendu un avis favorable dans sa séance en date du 11 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°9155 du 27 octobre 2009 ;
- approuver la procédure de labellisation et les montants mensuels de participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – AVENANT DE MAJORATION N°2 AU MARCHÉ N°1986C9 LOT 3 - ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES ANNEXES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. Revol, Conseiller Communautaire, Président Suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a, par délibération n°8434 du 29 septembre 2008, autorisé le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif aux marchés d'assurances n°1986, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Le lot n°3 de cet appel d'offres, concernant la garantie « flotte automobile et risques annexes », avait été estimé à un montant maximal de 115 000 € H.T./an, et conséquemment à un montant de 575 000 € H.T sur la durée totale du marché, soit cinq ans. Ce marché a été attribué au groupement constitué par la société PNAS (Courtier) et la société AREAS Dommages (Assureur) par la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 18 février 2009. Le contrat conclu avec ces sociétés fixait une prime annuelle globale (calculée sur la base d'un taux de prime par type de véhicule et année de mise en circulation), indexée chaque année sur l'indice *Commerce et réparations automobiles – Entretien et réparation des véhicules*, publié par l'INSE, à 63 749 € H.T., soit bien en deçà de l'estimation initiale prévue. Par délibération n°9843 du 19 novembre 2010, après avis favorable émis par la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 9 novembre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé une augmentation du taux de prime à hauteur de 10% en regard d'une augmentation significative de la sinistralité.

Cependant, par un courrier en date du 10 août 2012, la société PNAS informait la Communauté d'Agglomération de Montpellier qu'après négociation avec la compagnie AREAS une nouvelle augmentation du taux de prime de 10% à compter du 1^{er} janvier 2013 était proposée. Cette nouvelle augmentation demeure cependant acceptable attendu que la sinistralité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le montant des sommes versées par l'assureur au titre du contrat ont effectivement subi une augmentation significative depuis la conclusion de ce dernier ainsi que du premier avenant.

La Commission d'Appel d'Offres consultée sur ce projet d'avenant dans sa séance du 4 décembre 2012 a émis un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'augmentation du taux de prime à hauteur de 10% du montant du lot n°3 du marché n°1986, défini par les délibérations n°8434 du 29 septembre 2008 et 9843 du 19 novembre 2010, comme précisé ci-dessus ;
- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au contrat "flotte automobile et risques annexes" tel que défini ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 au marché 1986 lot n°3 "flotte automobile et risques annexes" pour une augmentation du taux de prime à hauteur de 10% avec les compagnies PNAS/AREAS ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI) - AGREMENT DES TARIFS 2013 - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de la Communauté d'Agglomération.

Depuis le 1^{er} juin 2011, le patrimoine immobilier du BIC de Montpellier Agglomération dévolu au développement des entreprises s'est enrichi d'un autre outil immobilier : Le MIBI. (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales, implanté sur le parc Eurêka à proximité de la pépinière Cap Oméga. Ce bâtiment de 3 326 m² est affecté à l'accueil des entreprises étrangères désirant se développer sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ainsi que les entreprises françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le premier volet de l'accompagnement est l'offre immobilière dans ces trois bâtiments qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.

Le deuxième volet de l'appui apporté par le BIC de Montpellier Agglomération en pépinières consiste en un accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

Sur le MIBI, les entreprises étrangères s'implantant sur le territoire communautaire peuvent accéder aux services de soft landings mis en place en 2009 et renouvelés courant 2012 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette offre totalement innovante propose un accompagnement personnalisé et l'appui d'un réseau de plus de 40 prestataires pour faciliter les implantations d'entreprises : logistique, traduction, étude marché, formation à la langue française, assistance administrative et juridique, sensibilisation culturelle, aide à la recherche de logement... Elles peuvent également accéder aux services du pack croissance mettant à disposition des outils adaptés et efficaces pour accélérer leur développement sur les marchés internationaux.

Cet accompagnement est considéré comme un investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le BIC de Montpellier Agglomération met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché. Pour assurer la continuité du service rendu au sein des pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga ainsi qu'au MIBI à partir du 1^{er} janvier 2013, le Conseil de Communauté d'Agglomération doit se prononcer sur les tarifs des différentes prestations applicables à compter de cette dernière date.

En 2013, les redevances augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 2,20%. Pour le bâtiment MIBI, cette augmentation s'appliquera à la date d'acquisition du bâtiment par le Communauté d'Agglomération, date à laquelle les contrats d'occupation précaires actuels deviendront des conventions d'occupation du domaine public. Les prestations hors énergie augmentent sur la base de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois soit 1,9%. Les prestations liées au coût de l'énergie augmentent de 5,00% pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE novembre 2012).

I – Pépinière Cap Oméga :

TARIFS à compter du 1^{er} janvier 2013 (EUROS H.T.)

| REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES | m²/mois | m²/an |
|--|---------------------------|-------------------------|
| Bureau (redevance de base) | 12,41 | 148,94 |
| Charges 20% | 2,48 | 29,79 |
| Bureau (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 13,28 | 159,36 |
| Charges 20% | 2,66 | 31,87 |
| Bureau (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 14,30 | 171,28 |
| Charges 20% | 2,86 | 34,26 |
| Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum) | 6,19 | 74,28 |

| | |
|--|---------------------------------|
| ENERGIE | |
| Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion) | 0,15 |
| Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois) | 1,23 |
| SERVICE REPROGRAPHIE | |
| Photocopie noir et blanc/unité | 0,06 |
| Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois | 0,71 |
| Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois | 0,55 |
| Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois | 0,38 |
| Photocopie couleur > 1000/copies/mois | 0,27 |
| Transparents copieur NB (les 10) | 3,66 |
| Transparents copieur couleur (l'unité) | 0,66 |
| Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles) | 8,25 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm | 0,10 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm | 0,17 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm | 0,38 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm | 0,71 |
| Couvertures à l'unité : PVC ou carton | 0,27 |
| Reliure Assemblact la page | 0,10 |
| SERVICE COURRIER | |
| Abonnement mensuel (collecte et relevage) | 18,25 |
| EXPEDITION COURRIERS/COLIS | |
| Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de fournitures (prépaiement minimum 50,00 euros H.T.) | |
| TELEPHONE | |
| Consommation | réel opérateur |
| <u>Abonnement mensuel :</u> | |
| ligne sda | 4,50 |
| poste analogique | 2,72 |
| poste numérique | 5,35 |
| Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois | 8,95 |
| TELECOPIE | |
| Emission (la taxe de téléphone) | réel opérateur |
| Réception (la page) | 0,11 |
| INTERNET | |
| Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel) | 40,00 |
| Liaison haut débit symétrique (supérieur ou égal à 2Mb/s) | réel fournisseur d'accès |
| HEBERGEMENT SERVEURS | |
| Par mois par unité rackable (1U=4cm) | 5,91 |
| LOCATION DES SALLES DE REUNION | |
| Par 1/2 journée sans prêt de matériel multimédia | 52,12 |
| Par 1/2 journée avec prêt de matériel multimédia | 62,55 |
| Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait | 31,27 |
| CONFERENCE MULTIMEDIA | |

| | |
|--|--|
| Consommation communication multi media | réel opérateur |
| BADGE D'ACCES PEPINIERE | |
| L'unité | 12,00 |
| ACCES PARKING SOUS SOL | |
| Abonnement annuel | 55,63 |
| SIGNALETIQUE | |
| Extérieure/intérieure (forfait) | 55,63 |
| Signalétique complémentaire (forfait) | 26,06 |
| REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² DE SOL | |
| Nettoyage simple de la surface occupée | 3,27 |
| Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...) | 7,64 |
| Provision pour remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...) | 7,64 |
| AUTRES PRESTATIONS | |
| Remplacement néons (l'unité) | 5,99 |
| Remplacement clé (l'unité) | 38,72 |
| INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme) | |
| L'intervention | 32,72 |
| DIVERS | |
| Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap oméga (par personne) | 6,55 |
| PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS | |
| Participation rencontres thématiques (par personne) | 20,00 |
| Jour formation (par entreprise participante) | 100,00 |
| Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante) | 100,00 |
| PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES) | |
| Frais de dossier porteur de projet | 20,00 |
| Accompagnement hors pépinière et hors incubateurs | 800,00 |
| Accompagnement en pépinière | inclus dans la redevance et les charges |
| Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de l'Agglomération | 8 000,00 |

II – Pépinière Cap Alpha :

TARIFS à compter du 1^{er} janvier 2013 (EUROS H.T.)

| REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES | m²/mois | m²/an |
|--|----------------|---------------|
| Bureau (redevance de base) | 12,07 | 144,86 |
| Charges 20% | 2,41 | 28,95 |
| Bureau (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 12,91 | 154,96 |
| Charges 20% | 2,58 | 30,94 |
| Bureau (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 13,88 | 166,57 |
| Charges 20% | 2,78 | 33,31 |
| Plateau tertiaire (redevance de base) | 9,87 | 118,41 |
| charges 20% | 1,97 | 23,71 |

| | | |
|---|--------------|---------------|
| Plateau tertiaire (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 10,55 | 126,64 |
| Charges 20% | 2,11 | 25,33 |
| Plateau tertiaire (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 11,34 | 136,12 |
| Charges 20% | 2,27 | 27,20 |
| Atelier type 1 (redevance de base) | 5,46 | 65,50 |
| Charges 20% | 1,09 | 13,10 |
| Atelier type 1 (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 5,83 | 70,00 |
| Charges 20% | 1,17 | 13,97 |
| Atelier type 1 (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 6,27 | 75,24 |
| Charges 20% | 1,23 | 14,72 |
| Atelier type 1 équipé (redevance de base) | 7,54 | 90,46 |
| Charges 20 % | 1,51 | 18,09 |
| Atelier type 1 équipé (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 8,07 | 96,82 |
| Charges 20 % | 1,61 | 19,34 |
| Atelier type 1 équipé (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 8,67 | 104,06 |
| Charges 20% | 1,74 | 20,84 |
| Atelier type 2 (redevance de base) | 4,37 | 52,40 |
| Charges 20% | 0,87 | 10,48 |
| Atelier type 2 (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 4,68 | 56,15 |
| Charges 20% | 0,94 | 11,23 |
| Atelier type 2 (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 5,03 | 60,39 |
| Charges 20% | 1,01 | 12,10 |
| Atelier type 2 équipé (redevance de base) | 6,45 | 77,36 |
| Charges 20% | 1,29 | 15,47 |
| Atelier type 2 équipé (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 6,89 | 82,72 |
| Charges 20% | 1,38 | 16,59 |
| Atelier type 2 équipé (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 7,41 | 88,96 |
| Charges 20% | 1,49 | 17,84 |
| Laboratoire BIOTECH (redevance de base) | 11,10 | 133,25 |
| Charges 20% | 2,22 | 26,70 |
| Laboratoire BIOTECH (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois) | 11,88 | 142,61 |
| Charges 20% | 2,37 | 28,45 |
| Laboratoire BIOTECH (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois) | 12,77 | 153,22 |
| Charges 20% | 2,72 | 32,69 |
| Plateau BIOTECH | 11,33 | 136,00 |
| Charge 20% | 2,27 | 27,20 |

| | | |
|---|-------------------|--------|
| Plateau BIOTECH (majoration de 7% pour durée de séjour supérieure à 36 mois) | 12,12 | 145,48 |
| Charges 20% | 2,42 | 29,07 |
| Plateau BIOTECH (majoration de 15% pour durée de séjour supérieure à 48 mois) | 13,03 | 156,34 |
| Charge 20% | 2,61 | 31,32 |
| Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum) | 6,19 | 74,28 |
| ENERGIE | | |
| Atelier et laboratoire BIOTECH avec compteur EDF (contrat souscrit par occupant) | contrat EDF | |
| Bureau (forfait par m² et par mois) | | 1,23 |
| Plateau tertiaire avec sous compteurs: abonnement mensuel | | 23,99 |
| Plateau tertiaire avec sous compteurs (le KW – réel EDF plus frais de gestion) | | 0,15 |
| EAU | | |
| Ateliers (le m³) selon relevé sous compteurs | réel distributeur | |
| Laboratoires BIOTECH (le m³) selon relevé sous compteurs | réel distributeur | |
| SERVICE REPROGRAPHIE | | |
| Photocopie noir et blanc/unité | | 0,06 |
| Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois | | 0,71 |
| Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois | | 0,55 |
| Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois | | 0,38 |
| Photocopie couleur > 1000/copies/mois | | 0,27 |
| Transparents copieur NB (les 10) | | 3,66 |
| Transparents copieur couleur (l'unité) | | 0,66 |
| Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles) | | 8,25 |
| Peigne à relier à l'unité -diamètre 4,5 à 8 mm | | 0,10 |
| Peigne à relier à l'unité -diamètre 10 à 12,5 mm | | 0,17 |
| Peigne à relier à l'unité -diamètre 16 à 28 mm | | 0,38 |
| Peigne à relier à l'unité -diamètre > 28 mm | | 0,71 |
| Couvertures à l'unité : PVC ou carton : | | 0,27 |
| Reliure Assemblact la page | | 0,10 |
| SERVICE COURRIER | | |
| Abonnement mensuel | | 18,25 |
| EXPEDITION COURRIERS/COLIS | | |
| Tarifs postaux en vigueur + 5% de frais de fournitures (prépaiement minimum 50,00 euros H.T.) | | |
| TELEPHONE | | |
| Consommation | réel opérateur | |
| Abonnement mensuel : _ | | |
| ligne sda | | 4,50 |
| poste analogique | | 2,72 |
| poste numérique | | 5,35 |
| Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois | | 8,95 |
| TELECOPIE | | |
| Emission (la taxe de téléphone) | réel opérateur | |

| | |
|--|--|
| Réception (la page) | 0,11 |
| INTERNET | |
| Liaison haut débit - Connexion permanente – (débit non garanti) forfait mensuel | 40,00 |
| CONFERENCE MULTIMEDIA | |
| Consommation communication multi média | réel opérateur |
| HEBERGEMENT SERVEURS | |
| Par mois par unité rackable (1U = 4cm) | 5,91 |
| LOCATION DES SALLES | |
| par 1/2 journée salle de réunion sans prêt de matériel multimédia | 23,99 |
| par 1/2 journée salle de réunion avec prêt de matériel multimédia | 29,44 |
| Par 1/2 journée salle de conférence équipée de matériel multimédia | 62,55 |
| Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait | 22,91 |
| BADGE D'ACCES | |
| L'unité | 12,00 |
| SIGNALETIQUE | |
| Signalétique extérieure et intérieure | 141,81 |
| Personnalisation signalétique extérieure avec logo société | 43,63 |
| Signalétique intérieure supplémentaire (l'unité) | 10,90 |
| REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² | |
| Nettoyage simple de la surface occupée | 3,27 |
| Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...) | 7,64 |
| Provision pour remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...) | 7,64 |
| AUTRES PRESTATIONS | |
| Remplacement néons (l'unité) | 5,99 |
| Remplacement spots (l'unité) | 7,20 |
| Remplacement clé (l'unité) | 8,47 |
| INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme) | |
| L'intervention | 32,72 |
| DIVERS | |
| Participation entreprise aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga (par personne) | 6,55 |
| PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS | |
| Participation rencontres thématiques (par personne) | 20,00 |
| Jour formation (par entreprise participante) | 100,00 |
| Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante) | 100,00 |
| PARTICIPATIONS ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES) | |
| Frais de dossier porteur de projet | 20,00 |
| Accompagnement hors pépinière et hors incubateurs | 800,00 |
| Accompagnement en pépinière | inclus dans la redevance et les charges |
| Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de l'Agglomération | 8 000,00 |

III - MIBI (Montpellier Business International Incubator)**TARIFS à compter du 1^{er} janvier 2013 (EUROS H.T.)**

| | |
|--|-----------------------|
| REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES | |
| Bureau (redevance de base) jusqu'à l'acquisition du MIBI par la Communauté d'Agglomération | 12,77 |
| Charges 20% | 2,55 |
| Bureau (redevance de base) à compter de la date d'acquisition du MIBI par la Communauté d'Agglomération | 13,28 |
| Charges 20% | 2,65 |
| Bureau Jeune Entreprise Innovante Etrangère accompagnée BIC (conditions financières identiques à Cap Omega) | 12,41 |
| Charges 20% | 2,48 |
| REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE | Tarif /jour |
| Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises) | 15,26 |
| ENERGIE | |
| Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion) | 0,15 |
| Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois) | 1,23 |
| SERVICE REPROGRAPHIE | |
| Photocopie noir et blanc/unité | 0,06 |
| Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois | 0,71 |
| Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois | 0,55 |
| Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois | 0,38 |
| Photocopie couleur > 1000/copies/mois | 0,27 |
| Transparents copieur NB (les 10) | 3,66 |
| Transparents copieur couleur (l'unité) | 0,66 |
| Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles) | 8,25 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm | 0,10 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm | 0,17 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm | 0,38 |
| Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm | 0,71 |
| Couvertures à l'unité : PVC ou carton | 0,27 |
| Reliure assemblage la page | 0,10 |
| SERVICE COURRIER | |
| Abonnement mensuel (collecte et relevage) | 18,25 |
| EXPEDITION COURRIERS/COLIS | |
| Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de fournitures (prépaiement minimum 50,00 euros H.T.) | |
| TELEPHONE | |
| Consommation | réel opérateur |
| Abonnement mensuel : | |
| ligne sda | 4,50 |
| poste analogique | 2,72 |
| poste numérique | 5,35 |
| Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois | 8,95 |
| TELECOPIE | |
| Emission (la taxe de téléphone) | réel opérateur |

| | |
|---|---------------------------------|
| Réception (la page) | 0,11 |
| INTERNET | |
| Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel) | 40,00 |
| Liaison haut débit symétrique (supérieur ou égal à 2Mb/s) | réel fournisseur d'accès |
| HEBERGEMENT SERVEURS | |
| Par mois par unité rackable (1U= 4cm) | 5,91 |
| LOCATION DES SALLES DE REUNION | |
| Par 1/2 journée sans prêt de matériel multimédia | 52,12 |
| Par 1/2 journée avec prêt de matériel multimédia | 62,54 |
| Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait | 31,27 |
| CONFERENCE MULTIMEDIA | |
| Consommation communication multi media | réel opérateur |
| BADGE D'ACCES PEPINIERE | |
| L'unité | 12,00 |
| ACCES PARKING SOUS SOL | |
| Abonnement annuel | 55,63 |
| SIGNALETIQUE | |
| Extérieure/intérieure (forfait) | 55,63 |
| Signalétique complémentaire (forfait) | 26,06 |
| REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² DE SOL | |
| Nettoyage simple de la surface occupée | 3,27 |
| Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...) | 7,64 |
| Provision pour remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...) | 7,64 |
| AUTRES PRESTATIONS | |
| Remplacement néons (l'unité) | 5,99 |
| Remplacement clé (l'unité) | 38,72 |
| INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme) | |
| L'intervention | 32,72 |
| DIVERS | |
| Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne) | 6,55 |
| INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance) | |
| Comprend : | |
| - Domiciliation (service abonnement courrier annuel : 18,25X12) | 219,00 |
| - Frais de réexpédition du courrier forfait 200 euros à renouveler si épuisé | 200,00 |
| - Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait 300 euros à renouveler si épuisé | 300,00 |
| - Frais de gestion forfait annuel 100 euros HT | 100,00 |
| PRIX TOTAL | 819,00 |
| PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS | |
| Participation rencontres thématiques (par personne) | 20,00 |
| Jour formation (par entreprise participante) | 100,00 |
| Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise) | 100,00 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs ci-dessus,
- dire que ces tarifs seront appliqués dans le BIC de Montpellier Agglomération à Cap Oméga, Cap Alpha et MIBI à compter du 1er janvier 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AÉROPORT DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Placée sous l'autorité du Préfet, la Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport Montpellier-Méditerranée est l'instance de dialogue entre l'aéroport, les collectivités et les associations de riverains et de protection de l'environnement

Cette commission agit dans trois grands domaines de compétence :

- Elle est consultée sur toute question d'importance relative à l'aménagement ou aux incidences de l'exploitation de l'aéroport sur l'environnement. Ses avis sont également sollicités pour toute modification ou révision du Plan d'Exposition au Bruit (PEB).

- Elle est chargée de mettre en œuvre les prescriptions définies par la Charte de l'environnement .

- Elle a capacité à saisir l'Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires (ACNUSA).

La commission est composée de façon égalitaire de trois collèges :

- Les professions aéronautiques (syndicats, compagnies aériennes, gestionnaire de l'Aéroport Montpellier-Méditerranée)

- Les collectivités locales (Communauté d'Agglomération, Conseil Général, Conseil Régional)

- Les associations (de riverains de l'aérodrome, de protection de l'environnement).

Par ailleurs, des représentants des administrations siègent sans voix délibérative. Elle est présidée par le Préfet du Languedoc-Roussillon.

La commission doit se réunir au moins une fois par an.

Le mandat arrivant à échéance, il convient donc de désigner pour les trois ans à venir les trois représentants titulaires de la Communauté d'Agglomération pour siéger à la commission consultative économique ainsi que les trois représentants suppléants.

A cet effet, il est proposé au Conseil de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

Titulaires : MM. G. Pastor, C. Meunier, A. Zylberman

Suppléants : Mme G. Deloncle, MM. C. Valette, J.-L. Meissonnier

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions définies à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ci-dessus afin de siéger en qualité de membres de la Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport Montpellier-Méditerranée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences obligatoires relatives au développement économique de son territoire et à l'aménagement de l'espace communautaire, la Communauté d'Agglomération met en œuvre des actions destinées à soutenir et développer le tourisme sur son territoire. En effet, avec plus de 8 500 emplois salariés privés, le tourisme constitue une filière stratégique pour l'emploi local. L'activité touristique contribue directement au

rayonnement de l'agglomération, en France et à l'international.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène ainsi depuis plusieurs années, dans le cadre de ses compétences, une politique forte de développement d'équipements culturels, sportifs, ludiques et de soutien à l'organisation d'expositions et de manifestations d'envergure nationale ou internationale qui font aujourd'hui de Montpellier une destination touristique de premier plan.

S'appuyant sur des équipements haut de gamme - avec le Palais des Congrès - le Corum, le Musée Fabre - Montpellier figure parmi les premières destinations françaises en matière de tourisme de congrès et d'affaires.

La politique d'aménagement ambitieuse menée par la Communauté d'Agglomération a permis de consolider une offre touristique riche en matière de tourisme culturel, ludique et sportif de haut niveau. Ainsi le pôle ludique d'Odysseum conforte une large palette d'équipements de loisirs avec notamment l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, etc.

De plus, les nombreuses manifestations, soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, contribuent à l'attractivité de la destination et au rayonnement économique et culturel de l'agglomération, en particulier les grandes manifestations internationales comme le Festival de Radio France et de Montpellier Languedoc-Roussillon, le Festival International du Cinéma Méditerranéen, le Festival International de Montpellier Danse, etc., auxquels peuvent être ajoutées les représentations régulières de l'Opéra et de l'Orchestre National de Montpellier et celles du Centre Chorégraphique National de Montpellier. Contribuant au dynamisme touristique montpelliérain, des manifestations sportives nationales ou internationales sont régulièrement organisées dans les équipements d'agglomération tels que le stade de rugby Yves du Manoir, le stade de la Mosson Mondial 98 ou la piscine olympique d'Antigone.

L'Office de tourisme de Montpellier, par sa politique d'accueil, d'information, d'animation du patrimoine et de promotion, contribue à la valorisation de ces équipements et événements culturels et de loisirs et œuvre ainsi en faveur du rayonnement et de l'attractivité du territoire de l'agglomération montpelliérain. Il favorise également par son action le développement des entreprises du secteur touristique et conforte par la même la politique d'animation, d'accompagnement et de promotion en faveur de la croissance économique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses compétences.

Il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier renforcent leur collaboration, dans la continuité de la convention 2009-2012, en vue de renforcer la promotion du territoire d'agglomération et son attractivité. Ce partenariat s'articulera autour de trois axes stratégiques :

1) La promotion des équipements touristiques et de loisirs de la Communauté d'Agglomération ainsi que des événements portés par la Communauté d'Agglomération

Ainsi, l'Office de Tourisme s'attachera à associer les principaux équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'organisation et la mise en œuvre d'actions d'information et de promotion touristique.

Plus spécifiquement, le Musée Fabre, le Planétarium et le Musée Henri Prades - Lattara se verront associés aux manifestations organisées par l'Office de Tourisme en direction des professionnels du secteur.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra, à la demande de l'Office de Tourisme, venir en appui pour toute sollicitation concernant la présentation de l'économie locale.

La Communauté d'Agglomération sera associée à l'élaboration, par l'Office de Tourisme, d'outils de communication relatifs au patrimoine culturel et architectural du territoire.

2) L'encadrement des actions de commercialisation par l'Office de tourisme de billets d'entrée au Musée Fabre et dans les équipements culturels et touristiques gérés par la Communauté d'Agglomération.

3) L'observation touristique du territoire

La précédente génération de convention entre la Communauté d'Agglomération et l'Office de tourisme de Montpellier a contribué à la mise en place d'un observatoire au sein de l'Office de tourisme. L'objectif est désormais de conforter cet observatoire et de partager, régulièrement, des indicateurs relatifs à l'activité touristique sur le territoire.

Enfin, l'office de tourisme apportera, en tant que de besoin, son expertise en matière de veille et ingénierie touristique à la Communauté d'Agglomération. Ainsi, en 2012, l'office de tourisme pourra être consulté dans le cadre d'études relatives à la stratégie tourisme de l'agglomération, comme le schéma directeur hôtelier de l'agglomération.

Par conséquent, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue à l'Office de tourisme de Montpellier, dans le cadre d'une convention de partenariat, une subvention de 100 000 euros pour l'année 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier,
- approuver l'attribution d'une subvention de 100 000 euros pour l'année 2012 à l'Office de Tourisme de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DE LA DRAYE, LOT N°195 À JACOU - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE

SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Solendi/3F) ayant son siège social à Grasse (06) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 66 logements sociaux, ZAC de la Draye, lot n°195 à Jacou. L'opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS comprend 50 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 16 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Jean-Luc Martineau, architecte DPLG – urbaniste.

Immobilière Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 7 457 173 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 3 912 835 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 754 390 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 235 946 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 554 002 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|---|---|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 3 912 835 € | 1 754 390 € | 1 235 946 € | 554 002 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | 0.50 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A) | | | |
| Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité | en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 592 879,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 7 457 173 €, sollicités par la S.A d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 66 logements locatifs sociaux, ZAC de la Draye, lot n°195 à Jacou ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC PIERRES VIVES LOTS A2 ET 3C - MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH HÉRAULT HABITAT - DÉLIBÉRATION N°11222 DU 30 OCTOBRE 2012 - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°11222 du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à l'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat, la garantie à hauteur de 25 % des emprunts qu'il va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer la construction de 52 logements locatif sociaux, ZAC Pierres Vives lots 2A et 3C, à Montpellier.

Le prix de revient de l'opération ayant été revu à la hausse compte tenu de frais de sondages non inclus initialement, les montants des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont modifiés comme suit :

- Montants des prêts initialement prévus (délibération du 30 octobre 2012) :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|-----------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
| Montant du prêt | 3 055 812 € | 936 838 € | 1 028 387 € | B5 279 € |

- Montants des prêts à prendre en compte dans la présente délibération :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|-----------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
| Montant du prêt | 3 089 399 € | 937 360 € | 1 039 690 € | B5 454 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- porter la somme globale garantie par la communauté d'Agglomération de Montpellier à 1 345 475,75 €, contre 1 334 079 € prévus initialement, représentant 25% des prêts sollicités par l'OPH Hérault Habitat auprès de la caisse des dépôts et consignations pour la construction de 52 logements sociaux, ZAC Pierres Vives lots A2 et 3C à Montpellier ;
- approuver la modification de la délibération n°11222 du 30 octobre 2012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE PARC DE CAUBEL - LOTISSEMENT PARC DE CAUBEL, LOT 54 À MONTFERRIER-SUR-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Solendi/3F) ayant son siège social à Grasse (06) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 27 logements sociaux, résidence « Le Parc de Caubel », lotissement « Parc de Caubel » lot 54 à Montferrier-sur-Lez. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Jean-Baptiste Miralles, architectes DPLG.

Immobilière Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 3 317 461 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 658 422 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 762 272 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 637 510 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 259 257 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du

Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|---|---|--------------|--|--------------|
| Montant du prêt | 1 658 422 € | 762 272 € | 637 510 € | 25957 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | 0.50 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A) | | | |
| Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité | en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 488 095,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 3 317 461 €, sollicités par la S.A d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Parc de Caubel » à Montferrier-sur-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE CARRÉ DOMITIA - ZAC DE CANTAUSSEL, LOT A11 - SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La société FDI Promotion a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 20 logements en location-accession, résidence « Carré Domitia », ZAC de Cantausse, lot A11, à Saint-Brès.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia-Diaz établi à Montpellier.

FDI Promotion demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 3 100 000 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

| | |
|------------------------|-------------------|
| Montant du prêt PSLA : | 3 100 000 € |
| Durée : | 32 ans |
| dont préfinancement : | 2 ans |
| Taux annuel maximum : | livret A + 1,25 % |

Au cas où FDI Promotion, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 325 000 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 3 100 000 €, sollicité par FDI Promotion auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 20 logements en location-accession, résidence "Carré Domitia", ZAC de Cantausse à Saint Brès ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la société FDI Promotion, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°41 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE ASTÉRIA - LOTISSEMENT VAL PARADIS À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La société FDI Promotion a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 12 logements en location-accession, résidence « Astéria », lotissement Val Paradis, quartier de la Valsière à Grabels.

Le projet a été conçu par le cabinet Imagine Architecture à Montpellier.

FDI Promotion demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 800 000 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

| | |
|------------------------|-------------------|
| Montant du prêt PSLA : | 1 800 000 € |
| Durée : | 32 ans |
| dont préfinancement : | 2 ans |
| Taux annuel maximum : | livret A + 1,25 % |

Au cas où FDI Promotion, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé,

la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 1 350 000 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 1 800 000 €, sollicité par FDI Promotion auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 12 logements en location-accession, résidence "Astéria", lotissement Val Paradis à Grabels ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la société FDI Promotion, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°42 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE VILLA OLYMPE - ALLÉE DU TIERS-ETAT, QUARTIER ANTIGONE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements sociaux, résidence « Villa Olympe », allée du Tiers-Etat, quartier Antigone à Montpellier. L'opération, réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du promoteur Kaufman & Broad, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet A+ Architecture.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 207 696 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 769 298 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 240 113 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 142 262 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 56 023 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|---|--|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 769 298 € | 240 113 € | 142 262 € | 56 28 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | 0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A) | | | |
| Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité | en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts

courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 905 772 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 207 696 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, Résidence Villa Olympe à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE CHÂTEAU D'EAU - LOTISSEMENT DOMAINE DE LA JASSE À RESTINCLÈRES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Château d'eau », lotissement « Domaine de la Jasse » à Restinclières. L'opération comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS).

Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Caremoli - Miramond.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les deux emprunts d'un montant total de 1 316 999 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 010 800 € ;

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 306 199 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier |
|---|---|--------------|
| Montant du prêt | 1 010 800 € | 306 199 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | |
| Taux annuel de progressivité | 0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A) | |
| Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité | en fonction de la variation du taux du livret A | |
| Périodicité des échéances | annuelle | |
| Durée | 40 ans | 50 ans |

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 987 749.25 €, représentant 75% des deux prêts d'un montant total de 1 316 999 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Château d'eau » à Restinclières ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE NEUF LOGEMENTS SITUÉS À MONTPELLIER ET BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, de 300 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de neuf logements occupés par des propriétaires occupants, situés dans les communes de Montpellier et Baillargues pour un montant total de 15 814 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ses subventions les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 298 € à M. et Mme Raymond et Renée NOUAILLE TEULON demeurant 52 B avenue de Castelnaud à Montpellier, de 528 € à M. et Mme Thierry et Marinette PASTRE demeurant 1065 rue Croix de Figuerolles à Montpellier, de 941 € à Mme Josette CONDAMINE demeurant 7 rue Atgier Azard à Montpellier, de 1 828 € à M. et Mme Jean et Odile RAYNAL ROUDIL demeurant 5 impasse Joseph Vidal à Montpellier, de 1 807 € à Mme Fatma CHEBAIKI demeurant 94 rue Noël André Aversanq à Montpellier, de 2 164 € à M. François GIBOUT demeurant 21 rue Louis Roumieux à Montpellier, de 1 876 € à Mme Maria GARCIA demeurant 22 rue Gaston Bonheur à Baillargues, de 3 075 € à M. et Mme Mohsen et Leila ABBAS demeurant à Montpellier, de 1 297 € à M. et Mme Nicolas et Emilie PEREZ demeurant 10 rue des Enclos des Brosses à Montpellier;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 2010 - 2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'ANAH qu'elle attribue par délégation, des aides sur ses propres crédits aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social. Pour les travaux lourds réalisés sur des logements locatifs de type insalubres ou très dégradés, l'aide de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est portée à 100 €/m² si le propriétaire s'engage à pratiquer un loyer conventionné social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinq logements locatifs à loyer maîtrisé après travaux et de deux logements occupés par des propriétaires à revenus modestes, pour un montant total de 13 427 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans les tableaux en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués. Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 8 000 € à Madame MOULARD Marie-Noelle demeurant 21 rue Léon Jost à Paris, de 1 009 € et 705 € à la SCIDIVI sise 3 impasse du Pradas à Pérols, de 1 500 € à Monsieur ROCHAT Louis demeurant 175 chemin de l'Aleysonne à Veyras, de 1 065 € à la SCI ED CONCEPT sise 481 rue des Genets à Villeneuve-les-maguelone, de 145 € à Monsieur MONASSERRE Mohamed demeurant 949 avenue Louis Ravas, résidence Les Cévennes Bât M2 à Montpellier, de 1 003 € à Madame Claudine VAUGELADE demeurant 949 avenue Louis Ravas, résidence Les Cévennes Bâtiment I4 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement locatif conventionné à loyer intermédiaire après travaux, et d'un logement occupé par un propriétaire à revenus modestes, pour un montant total de 7 590 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

| Nom du Propriétaire | Monsieur AMARA Youssef et Madame KERRAS Sonia | Madame BOUILLAND Mélissa |
|--|---|--|
| Caractéristiques de l'opération | | |
| Localisation du logement | 6 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier | 18 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier |
| Nature de l'occupation avant travaux | logement vacant | logement occupé par son propriétaire |
| Type de loyer après travaux | loyer conventionné intermédiaire | sans objet |
| Montant du loyer après travaux | 328.74 €/mois | sans objet |
| Type de travaux | réhabilitation complète du logement et des parties communes de l'immeuble | réhabilitation complète du logement |
| Date de vacance | 09/02/2011 | sans objet |
| Typologie | T2 | T2 |
| Surface en m² | 31.80 | 46 |
| Coût de l'opération H.T. en € | 50 414.71 | 43 179 |
| Dépense subventionnée Anah en € | 25 459.88 | 43 179 |
| Subventions | | |
| Subvention ANAH en € | 6 365 | 23 689 |
| dont prime Etat « Habiter Mieux » en € | 0 | 2 100 |
| dont prime réduction de loyer en € | 0 | 0 |
| Subvention Agglo en € | 3 590 | 4 000 |
| dont Eco-prime en € | 0 | 0 |
| dont prime vacance en € | 2 000 | 0 |
| dont prime réduction de loyer en € | 1 590 | 0 |
| Total des subventions en € | 9 955 | 27 689 |
| Reste à charge du propriétaire H.T. en € | 40 459.71 | 15 490 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 4 000 € à Madame BOUILLAND Mélissa demeurant 18 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier et de 3 590 € à Monsieur AMARA Youssef et Madame KERRAS Sonia demeurant 47 rue de Caulaincourt à Paris ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : SERVICE FUNÉRAIRE – TARIFS 2013 DES FOURNITURES ET PRESTATIONS - ADOPTION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de maintenir la qualité des prestations funéraires et de tenir compte de l'accroissement des divers coûts énergétiques et de fonctionnement, il est proposé pour l'année 2013 de réajuster le tarif général des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Concernant la tarification générale des prestations et fournitures, il est préconisé une revalorisation adaptée par rubrique de facturation, soit une variation moyenne de 2,20%.

La prestation de crémation est augmentée de 5,65%, compte tenu de l'évolution du coût de l'énergie et des nouvelles obligations imposées par la loi (arrêté du 28 janvier 2010 – paru au journal officiel du 16 février 2010), notamment la filtration des unités de crémation.

Le conseil d'exploitation des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier réuni en

séance du 14 novembre 2012 a donné un avis favorable à la revalorisation de ces tarifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs annexés, hors taxes, applicables à compter du 1er janvier 2013 ;
- dire que les crédits correspondant à la recette sont inscrits au budget primitif 2013, chapitre 70 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : SPORTS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE DE REMISE EN FORME ET D'ENTRETIEN PHYSIQUE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2739DS11 LOTS N°1, 2, 4, 7 ET 9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Le Palais des sports René Bougnol a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002 et abrite les exploits du Montpellier Handball qui évolue en championnat de France de première division et dispute la Ligue des Champions.

L'activité de ce club répondant parfaitement à la définition de l'intérêt communautaire énoncée le 18 septembre 2002, il convient de mettre à sa disposition un équipement adapté à son niveau international.

Par une délibération n°9043 en date du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'aménagement du Palais des Sports René Bougnol ainsi que le budget prévisionnel estimé à 1,5 M € H.T. pour la réalisation d'une première phase de travaux afin de créer une salle de réception permettant d'accueillir 800 personnes.

Par délibération n°9950 en date du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation d'une seconde phase qui permettra de créer un complexe de remise en forme et d'entretien physique comprenant une salle de gym-danse de 150 m², une salle de musculation de 100 m², une zone cardio-training de 140 m², une zone aqua-forme de 110 m² ainsi que les locaux annexes (accueil 15 m², rangement 18 m², vestiaires 25 m²) soit un total de 563 m².

Cet espace a été aménagé dans une salle de danse qui, avec la mezzanine et les locaux arbitres et rangement, représente une surface de 567 m².

L'enveloppe financière de cette opération a été estimée à 1,2 M € T.T.C. dont 940 000 € H.T. de travaux

Pour la réalisation des travaux, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 18 août 2011.

Aujourd'hui, il est proposé, par voie d'avenant, d'adopter des modifications en plus-value, liées essentiellement aux défauts de structures non apparents et à une mise aux normes relative à la lutte contre la légionnelle.

Lot n°1, Gros œuvre, marché 2739DS11 attribué à l'entreprise CECCOTTI par la Commission d'Appel d'Offres en date du 25 octobre 2011.

Plus-value : Terrassements spécifiques en infrastructure suite à la découverte de bloc de calcaire en sous-sol.(découpe, démolition, emports et traitement)

Montant initial du marché : 154 203,60 € H.T.

Montant de l'avenant n°1 : 2 480,10 € H.T.

Montant total du marché : 156 683,70 € H.T. soit une augmentation de 1,6%.

Lot n°2, Charpente, ossature, bardage bois, marché 2739DS11 attribué à l'entreprise CELESTIN CHARPENTES par la Commission d'Appel d'Offres en date du 25 octobre 2011.

Plus-value : reprise acrotère dégradé et souche de cheminée en toiture

Montant initial du marché : 57 711,00 € H.T.

Montant de l'avenant n°1 : 2 683,00 € H.T.

Montant total du marché : 60 394,00 € H.T. soit une augmentation de 4,65%.

Lot n°4, Sols durs, faïences, marché 2739DS11 attribué à l'entreprise SOMEREV par la Commission d'Appel d'Offres en date du 25 octobre 2011

Mise en œuvres de mortier résine dans les zones où la réservation était insuffisante et réalisation de chapes suite défaut de sol.

Montant initial du marché : 45 210,36 € H.T.

Montant de l'avenant n°1 : 3 979,93 € H.T.

Montant total du marché : 49 190,29 € H.T. soit une augmentation de 8,8%.

Lot n°7, Climatisation-plomberie-VMC, marché 2739DS11 attribué à l'entreprise VIP par la Commission d'Appel d'Offres en date du 25 octobre 2011.

Mise aux normes distribution eau chaude sanitaire dans le cadre de la réglementation relative à la lutte contre la légionnelle...

Montant initial du marché : 141 464,00 € H.T.

Montant de l'avenant n°1 : 2 796,88 € H.T.

Montant total du marché : 144 260,88 € H.T. soit une augmentation de 1,98%.

Lot n°9, Ascenseur, marché 2739DS11 attribué à l'entreprise NSA par la Commission d'Appel d'Offres en date du 25 octobre 2011.

Changement des portes cabines en porte inox

Montant initial du marché : 26 900,00 € H.T.

Montant de l'avenant n°1 : 700,00 € H.T.

Montant total du marché : 27 600,00 € H.T. soit une augmentation de 2,60%.

La Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable concernant la conclusion de ces avenants lors de sa séance du 11 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenants n°1 au marché n°2739DS11 lot n°1, n°2, n°4, n°7 et n°9, tels que présentés ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants n°1 tels que présentés ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - MANDAT SERM D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION - REDDITION DES COMPTES - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : La Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de sa compétence relative à la construction d'équipements sportifs d'intérêt communautaire, par délibération n°4774 en date du 11 juillet 2002, a approuvé le programme de construction du complexe Yves du Manoir et a confié à la SERM un mandat d'études et de réalisation.

Le programme de ce complexe de rugby comprend : un stade d'honneur de catégorie A permettant l'accueil des rencontres nationales et internationales, un stade de catégorie C doté d'une tribune de 500 places et deux terrains d'entraînement situés à l'ouest du complexe répondant aux activités de l'école de rugby.

Par délibération n°5126 du 18 avril 2003, le Conseil Communautaire a approuvé l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à l'équipe présentée par l'atelier d'architecture BBA, devenue A+ Architecture.

Les principaux marchés de travaux ont été approuvés par délibération n°6404 du 19 avril 2005, ce qui a permis un démarrage du chantier en juin 2005, dès l'aboutissement des procédures de libération des emprises foncières.

La réception a été prononcée le 21 juillet 2007.

L'équipe d'Australie y a été accueillie en septembre 2007 pour la Coupe du Monde de rugby et le premier match de Top 14 a eu lieu le 27 octobre de la même année.

Depuis la réception, les travaux de finition ont été réalisés dans le cadre de l'année de parfait achèvement arrivant à échéance le 15 octobre 2010.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le constat de clôture des comptes.

Au 31 octobre 2012, l'ensemble des dépenses assurées pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est de 56 135 163 € T.T.C. soit 47 018 613 € H.T.

Celles-ci ont été financées par le remboursement du mandat à hauteur de 55 880 441 € et 219 023 € de produits divers.

Le solde, soit 35 699 € fait l'objet de la dernière situation de dépenses (n°58) adressée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En octobre 2012, les derniers mouvements concernent des régularisations sur marchés et le contrôle définitif de la rémunération de la SERM à la reddition des comptes, suivant son avenant n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de reddition des comptes de l'opération stade de rugby Yves du Manoir présenté par la SERM ;
- approuver le coût définitif de l'opération de 56 135 163 € T.T.C. soit 47 018 613 € H.T. ;
- donner quitus à la SERM de sa mission et reconnaître les comptes qui lui sont présentés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. Mme P. Danan et MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévitte, J. Martin ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°50 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.141 DES MISSIONS DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ ET DES TIERS- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation préalable et le programme définitif de l'opération, ainsi que le projet de réalisation du tronçon de la 5^{ème} ligne entre Lavérune et Clapiers à soumettre à l'enquête publique.

Conformément aux obligations législatives et réglementaires issues de la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application, l'opération de 5^{ème} ligne de tramway nécessite une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS).

La mission est de catégorie 1 telle que définie par l'article R.4532-1 du Code du Travail, elle s'exerce sur la phase « Conception » et sur la phase « Réalisation ». Elle est relative aux opérations de génie civil, de bâtiments, d'infrastructures, d'ouvrages d'art, ainsi que de travaux préparatoires, de recherches archéologiques, de déviations des réseaux constitutives de l'ensemble de la cinquième ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

En complément, la mission porte sur le contrôle de la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité des tiers.

Il s'agit d'un marché de services et les prestations confiées au titulaire seront exécutées dans le cadre d'un marché à prix global et forfaitaire.

Le marché comprend une tranche ferme portant sur la section comprise entre le rond-point Paul Fajon et Clapiers pour les phases AVP, PRO, DCE, de réalisation et de parfait achèvement et sur les extensions Ouest et Nord pour les phases AVP et PRO. Il comprend également une tranche conditionnelle n°1 portant sur l'extension Ouest en phase DCE, de réalisation et de parfait achèvement et une tranche conditionnelle n°2 portant sur l'extension Nord en phase DCE, de réalisation et de parfait achèvement.

Sa durée est égale à la durée de réalisation de l'opération jusqu'à la mise en service de la 5^{ème} ligne, augmentée d'1 an correspondant à la période de garantie de parfait achèvement des ouvrages et des équipements, soit une durée prévisionnelle de 72 mois à compter de la notification du marché.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 7 juin 2012.

Après sélection des cinq meilleures candidatures admises à présenter une offre, conformément au règlement de la consultation, analyse des offres et engagement des négociations avec les candidats ayant remis une offre, le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 21 novembre 2012, a procédé à l'ouverture des offres négociées.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 60%,
- prix des prestations pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 4 décembre 2012 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise Bureau Veritas de Montpellier (34) pour un montant de 267 120 € H.T. (toutes tranches confondues) jugée offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.141 des missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé et des Tiers dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de marché avec l'entreprise Bureau Veritas de Montpellier (34) pour un montant de 267 120 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 ' LA CIRCULADE ' - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.454 DES TRÉMIÉS DU PARKING GAMBETTA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'agglomération de Montpellier.

A l'issue d'une procédure adaptée telle que prévue à l'article 146 du Code des Marchés Publics, la Commission d'Appel d'Offres du 8 juillet 2010 a émis un avis préalable favorable à l'attribution et le vice-président compétent

a autorisé TaM à signer le marché n°3.454 des trémies d'accès du parking Gambetta avec l'entreprise GTM Sud de Marseille (13), pour un montant de 458 017 € H.T.

Ce marché, d'une durée de 8 mois, porte sur les travaux d'élargissement et de création des trémies d'accès du parking Gambetta.

La société GTM Sud a formulé une réclamation d'un montant de 149 095,74 € faisant état de préjudices qu'elle juge ne pas lui être imputables et dont elle sollicite réparation, notamment l'allongement de la durée des travaux de 5 semaines impliquant des frais de chantier supplémentaires et des pertes de rendement et la présence d'eau lors de l'ouverture des fouilles de la trémie André Michel entraînant la mise en œuvre d'un tapis drainant.

Les parties se sont donc rapprochées afin de trouver un accord amiable et sont convenues des dispositions transactionnelles suivantes :

- TaM, agissant pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'engage à payer à la société GTM Sud une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 53 200 € exonéré de TVA, dans un délai maximum de 30 jours après que le présent protocole ait acquis force exécutoire,
- en contrepartie, la société GTM Sud renonce à toute nouvelle réclamation ou action en relation avec le marché précité.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 4 décembre 2012 a donné un avis favorable à ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel au marché n°3.454 des trémies du parking Gambetta,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le protocole transactionnel d'indemnisation avec l'entreprise GTM Sud pour un montant de 53 200 €,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.455 DU PONT DES PAYROLIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par délibération n°8929 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.455 avec l'entreprise CARI de Colomiers (31), pour un montant de 2 231 410 € H.T.

Ce marché porte sur les travaux de démolition et reconstruction de l'ouvrage d'art permettant à la rue des Payroliers de franchir la trémie des voies ferrées de RFF. Les travaux comprennent également la démolition du mur de la propriété regroupant les parcelles Pp2, Op53 et Op54 et la réalisation d'un talus avec un muret en pied surmonté d'un grillage ainsi que la démolition et reconstruction du mur de soutènement du carrefour des Alizés sur l'avenue des Prés d'Arènes.

La société CARI a formulé une réclamation d'un montant total de 363 658,11 € H.T. comprenant :

- une demande de rémunération complémentaire pour un montant de 349 366,34 € H.T. faisant état de préjudices qu'elle juge ne pas lui être imputables et dont elle sollicite réparation, notamment la mise en place de bungalows supplémentaires sur la base vie ou l'annulation tardive des deux nuits de coupure sur les voies SNCF.
- une demande de restitution de la réfaction sur le prix des corniches pour un montant de 4 291,76 € HT.

Les parties se sont donc rapprochées afin de trouver un accord amiable et ont convenu des dispositions transactionnelles suivantes :

- TaM, agissant pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'engage à payer à la société CARI une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 55 000 € H.T., dans un délai maximum de 30 jours après que le présent protocole ait acquis force exécutoire,
- en contrepartie, la société CARI renonce à toute nouvelle réclamation ou action en relation avec le marché précité.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 4 décembre 2012 a donné un avis favorable à ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel au marché n°3.455 du pont des Payroliers,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le protocole transactionnel d'indemnisation avec l'entreprise CARI pour un montant de 55 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – AVENANT N°4 À LA CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV-MONTPELLIER, pour une durée de 8 ans, du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lequel s'engage le délégataire pour chacune des années de la convention.

L'engagement du délégataire a été initialement contractualisé comme suit :

(millions de kilomètres)

| DSP Initiale \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Offre kilométrique | 11,439 | 11,424 | 11,823 | 12,271 | 12,271 | 12,271 | 12,271 | 12,271 |
| dont tramway | 3,382 | 3,413 | 4,268 | 5,307 | 5,307 | 5,307 | 5,307 | 5,307 |

(millions de déplacements validés)

| | | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Déplacements | 42,502 | 43,201 | 45,763 | 49,864 | 51,973 | 53,970 | 55,441 | 56,544 |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|

(millions d'euros H.T. 2009)

| | | | | | | | | |
|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| SFE | 31,957 | 32,046 | 32,582 | 32,133 | 30,688 | 29,248 | 28,384 | 27,530 |
|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, a concerné :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Au terme de l'avenant n°1, l'engagement du délégataire sur les charges et les produits d'exploitation a été contractualisé comme suit :

(millions de kilomètres)

| Avenant 1 \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Offre kilométrique | 11,489 | 11,650 | 12,069 | 12,493 | 12,493 | 12,493 | 12,493 | 12,493 |
| dont tramway | 3,382 | 3,417 | 4,373 | 5,307 | 5,307 | 5,307 | 5,307 | 5,307 |

(millions de déplacements validés)

| | | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Déplacements | 42,500 | 43,256 | 46,802 | 49,879 | 51,988 | 53,985 | 55,456 | 56,559 |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|

(millions d'euros H.T. 2009)

| | | | | | | | | |
|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| SFE | 32,540 | 33,398 | 33,673 | 32,852 | 31,408 | 29,968 | 29,105 | 28,249 |
|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 de Conseil de Communauté en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé «EMMA») utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité de Montpellier Agglomération, de la Ville de Montpellier et de la Région, proposés en alternative à la voiture particulière.

Dans le cadre de l'ECOCITE de Montpellier à la Mer, le projet EMMA a tout particulièrement retenu l'attention de

l'Etat qui lui a octroyé au titre du programme des « Investissements d'avenir » une aide financière importante. Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais a fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation de 2014 à 2017, tenant compte des coûts d'exploitation du système, comme suit :

(millions d'euros H.T. 2009)

| Avenant 2 \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| SFE | 32,540 | 33,398 | 33,673 | 32,852 | 31,686 | 30,246 | 29,383 | 28,527 |

Un avenant n°3 approuvé par délibération n°10600 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011, a concerné :

- la prise en compte de l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011,

- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation,

- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Au terme de l'avenant n°3, l'engagement du délégataire sur les charges et les produits d'exploitation a été contractualisé comme suit :

(millions de kilomètres)

| Avenant 3 \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Offre kilométrique | 11,489 | 11,743 | 12,443 | 12,609 | 12,609 | 12,609 | 12,609 | 12,609 |
| dont tramway | 3,382 | 3,413 | 5,004 | 5,593 | 5,593 | 5,593 | 5,593 | 5,593 |

(millions de déplacements validés)

| | | | | | | | | |
|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Déplacements | 42,500 | 43,485 | 48,652 | 51,737 | 53,785 | 55,734 | 57,171 | 58,268 |
|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|

(millions d'euros H.T. 2009)

| | | | | | | | | |
|-----|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| SFE | 32,540 | 33,840 | 34,047 | 33,577 | 32,500 | 31,144 | 30,259 | 29,774 |
|-----|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|

Après l'importante évolution du réseau lors de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 il est nécessaire de prendre en compte les adaptations de l'offre de transport décidées par la Communauté d'Agglomération depuis cette date, dans le cadre d'un **avenant n°4** à la convention d'exploitation du service de transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV MONTPELLIER, au titre de l'année 2012 et des années suivantes.

Par ailleurs, il convient d'intégrer dans le périmètre de la présente délégation les projets de la ligne 5 et du bouclage de la ligne 4 de tramway, et d'Extension de la ligne 1 à la gare TGV, compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun.

L'avenant n°4 propose les nouvelles mesures et autres ajustements techniques et financiers suivants :

1- L'évolution de l'offre de transport avec les principales adaptations suivantes pour répondre aux attentes et apporter des améliorations à la qualité du service offert aux usagers :

- ajustements de l'offre kilométrique et des fréquences des 4 lignes de tramway, nécessités notamment par l'actualisation des vitesses commerciales consécutives au nouveau maillage du réseau tramway,
- ajustement de l'offre kilométrique et des vitesses commerciales du nouveau réseau bus par rapport à l'offre initialement prévue, dont notamment :
 - pour Montpellier :
 - création des lignes n°10 Celleneuve – Aiguelongue et n°19 Hôtel du Département - Pierre de Coubertin, rétablissement de la desserte des Bouisses ligne n°7 et prolongement ligne n°12 à Saint Martin,
 - adaptation des lignes du fait des travaux du tramway pour n°15 Gare St Roch - Pierre de Coubertin, et du boulevard du Jeu de Paume pour n°6 Pas du Loup – Euromédecine et n°7 Hôtel du Département – La Martelle, en 2012 et 2013,
 - arrêt du minitrain d'Odysseum
 - pour les autres communes :
 - desserte spécifique des communes de Prades le Lez et Montferrier-sur-Lez par la création de 2 lignes directes n°23 Prades le Lez – Occitanie (L1) et n°26 CIRAD de Baillarguet – Montferrier-sur-Lez – Occitanie (L1), en substitution de la ligne n°23 actuelle Prades le Lez – Montferrier-sur-Lez – Occitanie (L1) : dès la rentrée scolaire de 2013, une desserte distincte des Communes de Prades le Lez et de Montferrier-sur-Lez sera assurée par de nouvelles lignes de bus avec un transport à la demande en heures creuses. La fréquence sera renforcée à 30 minutes du lundi au samedi avec 12 départs supplémentaires pour Prades le Lez et Montferrier-sur-Lez, et 43 départs supplémentaires pour le CIRAD. Les dimanches et jours fériés, la fréquence sera de 60 minutes.
 - Avec cette desserte directe, le temps de parcours des habitants de Prades le Lez sera amélioré de 12 minutes en

moyenne.

- ajustement des lignes n°32 Villeneuve-lès-Maguelone-Garcia Lorca (L4), n°22 Saint Eloi - Jacou et n°39 Collège de Jacou,
- l'impact calendaire sur l'ensemble du réseau de la prolongation des congés scolaires et l'ajustement du volume des services périscolaires liés au nouveau réseau,

2- L'ajustement de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, notamment avec la prise en compte financière de :

- l'ensemble des mesures exposées au point **1-Evolution de l'offre** ci-dessus,
- la maintenance et la gestion des feux aux carrefours avec la ligne 3 à Juvignac, Lattes et Pérols,
- la création d'une agence commerciale sur le parking Mosson,
- l'évolution du mode de gestion de la voie RFF utilisée par la ligne n°2 du tramway préalablement à son acquisition par la Communauté d'Agglomération prévue fin 2013,
- la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage fournie par le Délégué pour l'étude de l'incidence sur le réseau de transport de la future Extension de la ligne 1 pour la desserte de la nouvelle gare TGV et du nouveau quartier « Oz Montpellier Nature urbaine » (annexe 26),

3- Les indemnités et compensations tarifaires du Délégué :

- Compte tenu de la volonté de la Communauté d'Agglomération de soutenir le pouvoir d'achat dans un contexte économique et social difficile, les tarifs n'ont pas été augmentés depuis juillet 2011. Seul un ajustement de tarif a été effectué en février 2012 pour tenir compte de la hausse du taux de TVA de 5,5% à 7%. La décision de ne pas augmenter les tarifs au 1er juillet 2012 induit annuellement un déficit de 660 000 € par an sur les comptes du Délégué que la Communauté d'Agglomération doit indemniser,
- pour prendre en compte l'évolution à la hausse des déplacements sur le réseau correspondant à des titres vendus par le Syndicat Hérault Transport,

4- La réorientation du projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (EMMA)

concernant notamment l'évolution du projet d'achat et de rechargement de titres de transport sur téléphone portable NFC, et son incidence sur le montant d'opération qui diminue de 5,27 millions € H.T. à 4,54 millions € H.T. (annexe 25). L'incidence sur les coûts de fonctionnement de la convention d'exploitation sera précisée et prise en compte dans le cadre d'un prochain avenant.

5- Les ajustements d'ordre technique sans impact sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation comprenant notamment :

- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de la Ligne 5 et bouclage de la Ligne 4 de tramway et d'Extension de la Ligne 1 à la Gare TGV, dont les incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun et les conséquences sur les modalités techniques et financières du contrat seront déterminées ultérieurement selon les conditions et plannings d'exécution, les dates de mises en service commerciale des 2 projets, ainsi que les caractéristiques d'exécution du service qui seront adoptés par l'Autorité délégante.
- ainsi que la mise à jour :
 - du parc des rames de tramway et des bus du réseau restructuré,
 - de l'annexe 7-Plan des lignes de transport
 - de l'annexe 8-Conditions d'exécution des services sur les lignes régulières du nouveau réseau,
 - des annexes 11-Exploitation des parcs relais et 12- Exploitation des pôles d'échanges, pour les nouveaux équipements du réseau restructuré,
 - de l'annexe 13-Service Vélomagg' suite à l'évolution du système,
 - de l'annexe 14 Qualité de Service suite au changement de système Vélomagg' et à l'augmentation du nombre de parkings d'échanges, ainsi qu'à la mise au point des indicateurs de suivi des objectifs qualité,
 - de l'annexe 18 concernant les comptes prévisionnels,

Ces modifications ont des conséquences administratives, techniques et financières sur la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV MONTPELLIER, qui nécessitent la passation d'un avenant n°4 à la convention, après l'avis favorable émis par la Commission de Délégation de Service Public qui s'est réunie le 4 décembre 2012.

Les répercussions des dispositions de l'avenant n°4 sont les suivantes :

- le nouveau niveau d'offre prévisionnel est le suivant :

(millions de kilomètres)

| Avenant 4 \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---------------------------|--------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Offre kilométrique | 11,489 | 11,743 | 12,407 | 12,645 | 12,669 | 12,669 | 12,669 | 12,669 |
| dont tramway | 3,382 | 3,413 | 4,901 | 5,468 | 5,468 | 5,468 | 5,468 | 5,468 |

- l'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :

(millions de déplacements validés)

| Avenant 4 \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---------------------|--------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Déplacements | 42,500 | 43,285 | 48,480 | 51,346 | 53,692 | 55,637 | 57,074 | 58,170 |

- les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et 8) sont les suivants :
(millions d'euros H.T. 2009) :

| Avenant 4 \ Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| SFE | 32,540 | 33,840 | 35,891 | 36,058 | 34,879 | 33,524 | 32,620 | 32,209 |

Les crédits de fonctionnement nécessaires à la convention d'exploitation du service des transports en commun seront prévus au projet de budget primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°4 à la Convention de délégation de service public des Transports Urbains,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 et tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. Mesdames F. Prunier, R. Souche et Messieurs R. Subra, C. Morales, J. Martin, S. Fleurence, H. Martin ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SPLA L'OR AMÉNAGEMENT - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SPLA L'OR AMENAGEMENT au capital de 320 143 euros, détenu à 100% par les collectivités territoriales. Elle détient 3,57% du capital, et dispose d'un siège en tant qu'administrateur au sein du Conseil d'administration.

Pour les besoins propres de la SPLA et pour les opérations réalisées pour le compte de ses collectivités actionnaires, il est créé par le Conseil d'administration une commission des marchés chargée de la passation des marchés et accords-cadres, conformément à l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics.

La création d'une Commission des Marchés dont la composition et le fonctionnement seront définis par le conseil d'administration de la société nécessite une modification statutaire approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de la commission des marchés au sein de la SPLA L'or aménagement ;
- approuver en conséquence la modification de l'article 17 des statuts relatif au conseil d'administration ;
- autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLA L'Or Aménagement, Monsieur Christian VALETTE à voter en faveur de ces dispositions ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS DES MEMBRES DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Conseil de Communauté par délibération n°11098 a adopté, à l'unanimité, l'élargissement du Conseil de Développement et de son Bureau lors de son Conseil Communautaire du 8 octobre 2012.

Par arrêté n°A2012-119 du 19 octobre 2012, délégation a été attribuée à M. Olivier TORRES pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A ce titre, il exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement ; il est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence

M. Olivier TORRES, dans le cadre de ses fonctions de Président du Conseil de Développement, ou son

représentant, sera amené à participer à des déplacements liés à sa fonction.

De même des membres du Conseil de Développement pourront participer à des manifestations à l'extérieur du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance. Ils pourront, le cas échéant, être accompagnés d'experts dûment désignés par le Président du Conseil de Développement ou son représentant lorsque leur expérience et leur compétence apparaît nécessaire pour atteindre les objectifs attendus.

Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions il est proposé de prendre en charge aux frais réels leurs déplacements et leurs hébergements lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, à l'extérieur du territoire de la Communauté d'Agglomération, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base d'ordres de mission individuels signés par le Président ou son représentant précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge.

Le financement de ces déplacements est plafonné à 5000 € H.T. en 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Président du Conseil de développement, son représentant et les membres du Conseil de Développement à participer, à des missions pendant toute la durée de leur mandat,
- autoriser le financement de leurs déplacements, ainsi que celui de toute personne qui pourrait les accompagner, conformément aux dispositions ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION AU SEIN DU CENTRE RÉGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES - DÉSIGNATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'article 17 du décret n° 87-155 du 5 mars 1987 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires précise que les élections des représentants des étudiants au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires ont lieu tous les deux ans et au plus tard le 31 janvier et qu'elles entraînent le renouvellement du mandat de tous les administrateurs.

Suite à l'élection qui s'est déroulée le 20 novembre dernier et à l'arrêté de Monsieur le Recteur de l'Académie de Montpellier en date du 30 novembre 2012 proclamant le résultat des élections, un courrier demandant de bien vouloir lui communiquer, dans les meilleurs délais, les noms de nos représentants a été adressé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient de donc désigner le représentant titulaire et le représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du nouveau conseil d'administration du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- M. M. Delafosse, titulaire ;
- M. F. Tsitsonis, suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à un vote au scrutin secret dans les conditions définies à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner les représentants titulaire et suppléant ci-dessus au sein du Conseil d'administration du CROUS,
- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.